

l'Anticapitaliste

n°334 | 28 avril 2016

1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Contre la loi travail

pour la convergence

des luttes

RÉUSSIR
le 28 avril et
le 1^{er} Mai...

ET CONTINUER

Dossier

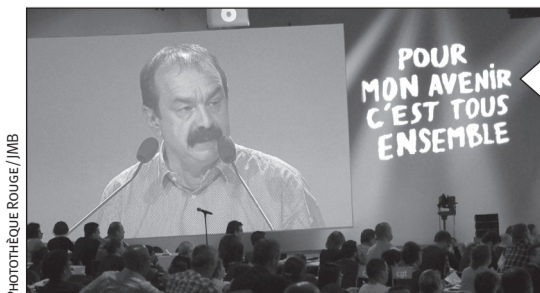
IL Y A UN SIÈCLE, CONTRE LA GUERRE, LA RENAISSANCE DE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN Pages 6 et 7

ÉDITO

En Autriche et ailleurs, ce qui amène le pire... Page 2

ACTU POLITIQUE

Qui nous protège de la police? Page 4



ACTU SOCIALE

51^e Congrès de la CGT: des enjeux décisifs Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Matthieu Chapuis sur la grève à la SNCF Page 12



édito

Par BERTOLD DU RYON

En Autriche et ailleurs, ce qui amène le pire...

Non, le rassemblement mou des grands partis bourgeois – autour de l'idée d'un « centre », en l'absence de tout projet de société, et pour appuyer des « réformes » capitalistes qui se ressemblent partout – ne protège pas de la montée de l'extrême droite, bien que Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen et quelques autres prétendent le contraire. Si cela était vrai, l'Autriche aurait été hyperprotégée contre la montée électorale de cette extrême droite qui prend, ici, la forme du « Parti de la liberté » (FPÖ), un parti fondé en 1956... parce que jusqu'en 1955, année de la conclusion du Traité de neutralité, les Alliés étaient présents et veillaient à ce que le nazisme ne reprenne pas pied. Un parti qui, au Parlement européen, siège dans le même groupe que le FN, groupe dont ces deux partis forment des piliers décisifs.

En termes d'alliance entre les grands partis bourgeois, l'Autriche est bien servie. Depuis des décennies, la social-démocratie du SPÖ et la droite chrétienne-démocrate du ÖVP sont alliées au sein d'une « grande coalition », interrompue pendant quelques années entre 2000 et 2006... parce que la droite avait alors conclu une coalition avec le FPÖ. Depuis, ce dernier est retourné dans l'opposition, l'extrême droite n'avait à l'époque pas bien géré sa participation au gouvernement et avait dégringolé dans les sondages, cela même si le FPÖ gouverne encore aujourd'hui la région du Burgenland... dans une coalition avec la social-démocratie locale!

Résultat des courses : la « grande coalition » a été une digue tellement efficace contre la montée de l'extrême droite que le candidat du FPÖ, Norbert Hofer, a remporté haut la main le premier tour de l'élection présidentielle dimanche dernier avec plus de 35% des voix. Les candidats des deux partis gouvernementaux, SPÖ et ÖVP, se retrouvent au plus bas avec 11% des voix chacun... Le second tour sera ainsi disputé le 22 mai par l'extrême droite et par le candidat écologiste Alexander van der Bellen, lui-même plutôt centriste. Le résultat est ouvert.

Alors non, le fait de barricader les frontières ne protège personne : ni les migrantEs bien sûr ni les habitantEs. Ces derniers mois, l'Autriche a fortement contribué à la fermeture des frontières de tous les pays des Balkans. Et depuis la mi-avril, elle érige une clôture à sa frontière avec l'Italie. Le résultat est là...

BIEN DIT

De l'argent il y en a, construisons de nouveaux droits.

Texte d'une des banderoles déployées par les intermittentEs, étudiantEs, précaires et « nuitdeboutistes » qui occupe le théâtre de l'Odéon depuis dimanche soir

À la Une

Réussir le 28 avril et le 1^{er} Mai... et continuer

La journée de grève et de manifestation du 28 avril est particulièrement importante et quelque part à haut risque pour notre camp...

En effet, après une trop longue pause (depuis le 9 avril), la suite dépend pour beaucoup du succès de ce rendez-vous. Il s'agit donc de frapper un grand coup pour redonner un élan à la mobilisation et offrir des perspectives réelles d'extension, voire de radicalisation du mouvement contre la loi travail.

Des débats aux actions

Heureusement, durant ces presque trois semaines, la contestation s'est maintenue en prenant la forme d'occupations de places avec les Nuits debout. Un phénomène qui montre que, depuis le succès de la pétition et la journée de manifestations du 9 mars, il y a comme un réveil, une bouffée d'air frais et une confiance retrouvée au sein du mouvement social qui, souhaitons-le, est en train de se reconstruire.

Des centaines ou des milliers de gens expriment le besoin de se retrouver régulièrement dans des dizaines de villes pour prendre la parole, débattre, réfléchir à la fois sur comment agir et changer le rapport de forces, sur la stratégie à adopter pour la lutte, et aussi sur les combats à mener ou sur la société que nous voulons. Une bonne façon de prendre ses affaires en mains.

Plus ou moins importantes, ces assemblées générales donnent des forces et des idées pour agir. Du coup, des initiatives se multiplient un peu partout, comme ce récent séminaire patronal à Toulouse perturbé par une fausse manifestation de droite et d'actionnaires, ces piquets devant des locaux de la Société Générale, grande spécialiste de

l'évasion fiscale, ces blocages des caisses d'une grosse librairie bordelaise appartenant à un trésorier du Medef, ou encore l'occupation du théâtre de l'Odéon par des intermittentEs du spectacle...

Le retour de la question sociale

Les attaques du gouvernement comme la rapacité des possédants sont évidemment loin d'être stoppées, mais il y a bien une dynamique positive. Nous ne savons pas jusqu'où cela peut aller ni ce que cela changera, mais à coup sûr, il se passe quelque chose de suffisamment important pour que la situation sociale en soit marquée durablement. Depuis plus d'un mois, nous respirons autre chose que l'égoïsme et brutale propagande ultra-libérale, que les étouffoirs que sont l'état d'urgence, le repli sur soi, l'individualisme, les préjugés racistes et réactionnaires, qui nous divisent et nous écrasent.

Pour la première fois depuis longtemps, ce sont bien les idées de la lutte sociale qui redeviennent d'actualité, les valeurs ou les espoirs de « gauche » comme la solidarité et la générosité. Ce sont les idées de contestation du système capitaliste qui occupent le devant de la scène. Il y a cette conscience revendiquée que c'est toutes et tous ensemble que nous pourrions changer les choses, cette lucidité de la nécessité de joindre les combats, de faire converger les luttes antiracistes avec la défense de l'environnement et du climat, avec l'exigence d'une démocratie directe ou encore avec

GIBOULÉES DE PRINTEMPS

DEHORS IL TOMBE DES GRÊLONS GROS COMME DES CODES DU TRAVAIL!



les luttes pour l'emploi, contre les fermetures de maternité, d'écoles ou d'usines, avec la défense des services publics.

Ça commence aujourd'hui ?

Nous voyons bien que la mobilisation du moment va bien au-delà du retrait du projet de la loi travail qui joue le rôle de déclencheur d'une riposte qui aurait pu avoir lieu plus tôt. Les occasions n'ont pas manqué tant les reculs sociaux imposés ont été nombreux. Mais si c'est aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que c'est « la goutte d'eau qui fait déborder le vase », c'est aussi le fruit de nombreuses résistances ces dernières années, parfois isolées mais souvent déterminées et parfois victorieuses, qui ont préparé le terrain.

En effet, malgré une situation sociale et politique dominée par un climat de résignation dans la population, aggravée par une répression contre les militantEs et manifestantEs et

par des brutalités policières qui se systématisent, il y a toujours eu des associations, des collectifs, des syndicats, des militantEs pour résister et pour repousser des attaques. Les récentes mobilisations, à Calais en solidarité avec les migrantEs, celle des salariéEs dans la santé ou dans le commerce, ou à Notre-Dame-des-Landes contre un projet d'aéroport néfaste, ont joué un rôle important durant cette dernière période.

Tout cela pour dire qu'un mouvement social, ça se construit. Nous nous battons pour cela, pour aider à remettre en place des réseaux de solidarité, pour se coordonner, pour que nous, les oppriméEs, redeviennions une force collective capable de changer les choses par nos combats et par notre auto-organisation. Et c'est peut-être ce 28 avril, ce 1^{er} Mai, et après, dans les grèves à reconduire et à élargir, dans les rues et sur les places à investir massivement, que ça commence.

Philippe Poutou

MIGRANT-E-S

« Humanité et Fermeté » sont sur un bateau... Qui doit tomber à l'eau ?

Cela fait bientôt un an que Cazeneuve résume ainsi la politique du gouvernement vis-à-vis des migrants : « humanité et fermeté ». Ce discours, traduit dans des diverses langues européennes, mène à toujours plus de désastres pour les migrantEs comme pour nous touTEs.

Une politique criminelle

Il y a une semaine, 500 migrantEs ont été noyés dans la Méditerranée. Même les alertes lancées par les ONG sur les conséquences dramatiques de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie n'ont pas suffi à empêcher ce crime. Loin de dissuader les migrantEs de venir en Europe, cet accord rend leur périple plus dangereux encore : il y a 300 km de mer à franchir entre la Libye et l'Italie... contre 6 km entre

la Turquie et la Grèce. La baisse du nombre d'entrées en Grèce, vantée par les dirigeants européens, a pour contrepartie l'augmentation du nombre d'entrées en Italie. L'accord stipule que tous les migrantEs arrivés en Grèce par la Turquie depuis le 20 mars doivent être renvoyés dans ce pays. Pour chaque Syrien renvoyé, un autre en provenance d'un camp de réfugié turc sera « réinstallé » dans un pays européen, dans la limite de 72000

places. Un accord dont un des résultats, dénoncé par Amnesty International, est que la Turquie (qui compte déjà 2,7 millions de Syriens enregistrés dont 300 000 dans des camps) renvoie des dizaines de Syriens dans leur pays. La fermeture de la « route des Balkans » conduit à un nombre record de migrantEs bloqués en Grèce : dans le camp d'Idomeni (proche de la frontière avec la Macédoine), 11 000 migrantEs sont entassés. Bülent Kilic, envoyé

spécial de l'AFP dans ce camp, témoignait le 18 avril de ce qu'il pouvait y observer : « Ce qu'il y a de particulier ici, c'est le désespoir extrême, absolu. Ces gens ont quitté des pays dévastés par la guerre. Ils ont accompli un dangereux voyage, souvent avec leurs enfants sur les épaules. Et les voici maintenant bloqués dans une mare de boue face aux portes fermées de l'Europe, obligés de vivre dans des conditions aussi déplorables que chez eux, sans avoir la moindre idée de ce qui va leur arriver ensuite. (...) Alors ils perdent la raison. Ce n'est pas étonnant. Vous aussi, vous deviendriez fou à leur place. »

Le 10 avril, des centaines de migrantEs se rassemblent pour exiger l'ouverture de la frontière et tentent de forcer les grilles qui les empêchent de passer en Macédoine. 300 d'entre eux finiront blessés par les tirs de lacrymos et balles en caoutchouc de la police macédoienne.

Un monde à changer

UBER, UNE GIGANTESQUE LESSIVEUSE FINANCIÈRE. Uber se présente comme l'incarnation de la modernité : une plateforme informatique qui emploie des chauffeurs indépendants et crée des emplois. Mais en grattant un peu, on retrouve une tradition du grand capital : faire de l'argent et ne pas payer d'impôt.

Uber France «emploierait» aujourd'hui aux alentours de 10000 chauffeurs en France auxquels est retenue une redevance de 20% sur le montant de leurs courses. Ces courses ne sont pas facturées par la filiale française mais par une autre située aux Pays-Bas (Uber BV) qui en reverse le montant (moins la commission de 20%) aux chauffeurs. L'argent récupéré par Uber BV part ensuite aux Bermudes mais sous forme d'une redevance payée à une société dénommée Uber International CV et supposée correspondre au droit d'utiliser les brevets d'Uber. Cette redevance fait qu'Uber BV ne fait pratiquement

pas de bénéfice et ne paye donc d'impôt sur les bénéfices aux Pays-Bas... Et aux Bermudes, l'impôt sur les bénéfices est nul. Ensuite, le circuit inclut l'État du Delaware, le paradis fiscal interne des États-Unis...

Uber n'est bien entendu pas la seule société à utiliser le mécanisme de la redevance payée à une société étrangère pour échapper à l'impôt. La CGT de la filiale française de Nestlé vient de dénoncer l'augmentation de 3,5% à 7% du chiffre d'affaires du montant des redevances versées à la maison mère en Suisse. Du coup, les bénéfices de Nestlé France baissent artificiellement et les impôts aussi : la CGT chiffre à 85 millions d'euros la perte du fisc français. Des pratiques bien connues qui n'ont pas empêché une sainte alliance droite-«socialistes»-FN de voter un texte protégeant le secret des affaires (c'est-à-dire les magouilles du capital) au Parlement européen...

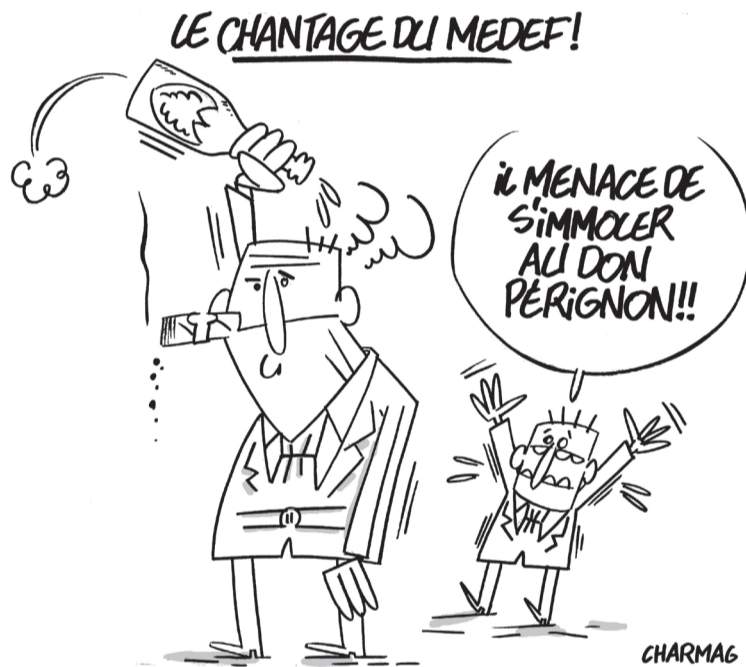
LOI TRAVAIL **Gattaz pleure la bouche pleine, Valls joue les durs!**

Rien n'irait plus entre le patronat et le gouvernement concernant la loi travail, à en croire les déclarations tonitruantes de Gattaz, le patron du Medef, lors d'une conférence de presse mardi 19 avril...

« **I** faut arrêter le délire ». C'est avec ces mots que Gattaz a demandé que cesse l'horrible pression

qui pèse actuellement sur le patronat français, qui comme chacun le sait, est particulièrement mal traité par le gouvernement en place! Il a carrément demandé la réécriture d'ici à trois semaines de la loi travail (qu'il trouvait pourtant si bien il y a peu de temps...) en menaçant de ne pas participer au prochain round de négociations sur l'assurance chômage prévu en mai.

Dans le projet gouvernemental, tout va pourtant absolument dans le sens des intérêts patronaux, mais le Medef demande le retrait de trois points du texte : le mandatement syndical obligatoire pour les petites entreprises sans représentant du personnel, c'est-à-dire l'obligation de négocier des accords d'entreprise avec des salariés mandatés par un syndicat ; le compte personnel d'activité (CPA) et la surtaxation des CDD.



CHARMAG

La voix des petites et moyennes entreprises, particulièrement hostiles à certaines dispositions de la loi travail, est donc désormais directement amplifiée par Gattaz afin de mettre la pression maximale sur le gouvernement d'ici à la fin de la discussion de la loi à l'Assemblée. En effet, les PME et les TPE (les moyennes et petites entreprises) souhaitent la réintroduction de mesures qui leur étaient très favorables : la possibilité pour les apprentis mineurs de travailler jusqu'à quarante heures par

semaine, l'introduction d'un barème pour les indemnités prud'homales et la négociation du passage au forfait-jour directement avec un salariéE.

La surtaxation des CDD rendrait la loi travail «insupportable»

En réalité, il n'y a rien de nouveau derrière cette prétendue nouvelle surtaxation des CDD, peut-être même rien du tout, car rien de précis n'a été confirmé, et Valls n'a peut-être annoncé que du vent... Car d'abord,

la surtaxation des CDD courts est déjà en place depuis juillet 2013 et l'application de l'ANI (accord national interprofessionnel). Elle est discutée avec le patronat au niveau de l'Unedic qui gère l'assurance chômage. Le point a été mis à l'ordre du jour bien avant les annonces de Valls, dans le cadre des futures négociations sur l'assurance chômage. « On devait de toute façon discuter de la taxation des CDD dans nos débats sur l'assurance chômage », a rappelé un responsable de la CFTC. La seule chose que le gouvernement pourrait ajouter serait de rendre obligatoire cette surtaxation. Mais il n'est même pas certain que le grand patronat y voie le moindre problème... Car elle s'accompagne d'allègements de taxes sur les CDI, et les plus grosses entreprises ont, en général, plutôt recours à l'intérim qu'aux CDD.

La chanson dit que « les histoires d'amour finissent mal en général »... Eh bien, il n'est pas sûr que cela s'applique à celle qui dure depuis quatre ans maintenant entre le gouvernement socialiste et le patronat, même si Valls a cru bon de rappeler à Gattaz les 40 milliards du pacte de responsabilité, et qu'il ne fallait quand même pas trop abuser! Tout cela participe au petit jeu désormais bien rodé entre les deux : l'un fait mine d'être écorché, l'autre lui demande d'être enfin raisonnable... Mais qui croyez-vous qui rit toujours à la fin? Le seul jour où l'on verra vraiment pleurer Gattaz et tous les patrons, c'est quand le monde du travail et la jeunesse auront réussi à leur faire ravalier au fond de la gorge toutes leurs attaques, et en premier lieu la casse du code du travail!

Marie-Hélène Duverger

Les morts aux frontières ont un prix

C'est le gouvernement autrichien qui a initié cette fermeture, en organisant fin février une conférence avec les pays des Balkans. En mars, il faisait adopter de nouvelles mesures restreignant le droit d'asile, et début avril, il entamait des travaux pour construire une clôture à sa frontière avec l'Italie. Le contrôle de l'immigration a été le principal thème débattu lors de la campagne pour les élections présidentielles, rendant prévisible l'arrivée en tête du parti d'extrême droite, le FPÖ. Partout où ce thème parvient à s'imposer comme une évidence, l'extrême droite apparaît comme une solution radicale. En Allemagne, c'est l'AFD qui avait réalisé une percée électorale lors des élections régionales en mars, et en France le Front national continue à être en tête des intentions de vote de 2017, malgré les mobilisations

actuelles contre la loi travail et les occupations de place qui affaiblissent considérablement le gouvernement. Ce sont 6 milliards d'euros que l'Union européenne s'est engagée à donner à la Turquie pour garder les migrantEs sur son territoire. La Libye exige la mise en place d'un accord financier similaire. La surveillance des frontières est aussi devenue un véritable gâteau à partager pour les entreprises européennes de l'armement et du renseignement. « On peut négocier sur de l'argent, pas sur nos valeurs », a écrit dans une tribune le président du Conseil européen, Donald Tusk, avant de se rendre le week-end dernier en Turquie. Le contrôle des frontières est devenu un moyen de chantage au sein même de l'Union européenne. En février, Merkel a annoncé qu'elle serait prête à rediscuter de la restructuration de la dette de la Grèce si son gouvernement



Idomeni, la misère des migrantEs sous surveillance militaire... DR

acceptait la politique européenne de gestion des frontières. Et début mars, Macron a menacé d'ouvrir la frontière en cas de victoire du non au référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Ce sont tous ces plans ignobles qui doivent dorénavant tomber à l'eau : ouverture des frontières, annulation de la dette grecque, démantèlement des institutions européennes, solidarité internationale!
Vanina Giudicelli

Le chiffre

1772

C'est, d'après les données officielles les plus récentes, en euros le salaire mensuel médian des salariéEs à temps plein (celui au-dessous duquel se trouve un salarié à temps plein sur deux). Les hausses de salaires ralentissent... sauf pour les grands patrons des quarante entreprises du CAC 40. Malgré une inflation proche de zéro, leurs salaires ont augmenté en moyenne de 4% l'an dernier, et leur rémunération moyenne s'est élevée à 2,34 millions par an (soit près de 200 000 euros par mois...).



Agenda

Dimanche 1^{er} mai, fête du NPA 67, Strasbourg. Après la manifestation, à partir de 12 h : buvette, barbecue, repas végétarien... Salle et jardin de l'ARES, 10, rue d'Ankara, Strasbourg Esplanade.

Mardi 3 mai, rencontres de La Brèche, Paris. Avec Véronique Decker autour de son livre *Trop classe. Enseigner 30 ans dans le 9-3*, à 18 h 30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 7 mai, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13 h 30, projections, théâtre, débats ; à 18 h, meeting avec Philippe Poutou ; à 20 h, concert avec Sidi Wacho. Salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, Paris 11^e.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14 h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Même s'il faut prendre en compte cette soif d'idéal, on voit les manipulations grossières d'une extrême gauche qui vient ramener ici sa radicalisation, là sa violence...

Le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, JEAN-MARIE LE GUEN, à propos de Nuit debout, sur Europe 1/Le Monde/iTélé dimanche 24 avril

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

JEUNESSE

Une goutte d'eau contre un océan de précarité!

Face à la mobilisation de la jeunesse contre la loi travail, le gouvernement tente de désamorcer la colère de deux manières : en jetant de l'huile sur le feu avec la répression, et en annonçant une série de mesures censées améliorer nos conditions de vies et d'insertions professionnelles...

Ces dernières sont des mesurètes qui ne changent rien : 500 millions d'euros pour plus 9 millions de jeunes de 15 à 25 ans ? Ce gouvernement veut acheter la paix sociale pour 56 euros par jeune... Valls était tout fier d'annoncer une amélioration des aides sociales pour la jeunesse, que cela soit au niveau des lycées ou au niveau étudiant. Pourtant, ces mesures continuent à ne s'adresser qu'à une minorité de jeunes qui ont réussi tant bien que mal à rentrer dans les cadres pour en bénéficier.

Ainsi l'augmentation de 10% des bourses lycéennes, soit 63 euros par an, ce qui n'améliore pas fondamentalement la situation des lycéens en bénéficiant, et qui touchent de toute façon une toute petite minorité de lycéens. Car aujourd'hui seul 1% des lycéens bénéficient d'une bourse, alors que le salariat a, lui, explosé ces dernières années.

Un nouvel échelon de bourse est créé pour les étudiants qui ne bénéficiaient que des exonérations des frais d'inscriptions, une aide de 1000 euros. Aujourd'hui les étudiants qui bénéficient de la bourse sont issus de familles très précaires et celles-ci ne suffisent presque jamais, une majorité des étudiants étant obligés de se salarier pendant l'année ou pendant les vacances pour pouvoir faire face. Ces mesures ne font que panser une fracture ouverte : celle de la précarité grandissante de la jeunesse. Les autres annonces concernant une aide au premier emploi qui serait touché pendant 4 mois et uniquement par 126 000 jeunes à la rentrée... Autant dire qu'il s'agit d'une aide qui ne sera pas attribuée à tous les jeunes, ne couvrira pas le temps réel de recherche pour un premier emploi, et qui, de toute façon, sera d'un montant insuffisant pour faire face, par exemple, aux dépenses liées à un logement.

Contre cette blague du gouvernement, grève et mobilisation!

Une mesure spécifique à l'apprentissage est mise en place avec l'augmentation des salaires des apprentis qui touchent aujourd'hui entre 25% et 78% du SMIC. Une augmentation qui pourrait atteindre jusqu'à 40 euros par mois... Autant dire que les apprentis resteront une main-d'œuvre rémunérée en dessous du SMIC, et sans aucun droit sur le marché du travail : de grève, de contestation, de défense collective... Les chefs de patronat ont d'ores et déjà déclaré qu'ils refuseront d'augmenter les salaires des apprentis, alors qu'ils bénéficient de leur surexploitation.

Dans son flot d'annonces, le gouvernement pose aussi la question d'une nouvelle rencontre avec les « partenaires sociaux » pour discuter de mesures spécifiques jeunes sur la question du travail. Dans leur tête, la logique est toujours la même : des contrats spécifiques ou des parcours qui lient dérogation au droit du travail et salaire de misère.

Pour nous, pas question ! Il faut imposer un CDI pour tous, avec un salaire à hauteur des besoins pour vivre et être autonome, c'est-à-dire autour de 1700 euros. Aujourd'hui, la mobilisation de la jeunesse se fait contre la loi travail, mais elle met aussi en lumière une société dans laquelle nous sommes de la chair à patron : contrats spécifiques, contrats précaires, salaires en dessous du SMIC, travail au noir, paye au lance-pierre, stages non rémunérés... Et souvent sans aucune possibilité de se défendre. Le gouvernement veut arrêter cette mobilisation en annonçant des mesurètes qu'il avait d'ailleurs pour certaines déjà en tête avant la mobilisation... Pour nous, ce n'est ni amendable ni négociable : retrait de la loi travail mais aussi de son monde!

Hermann



PHOTO: ROUGE / JMB

POLÉMIQUE Qui nous protège de la police?

Symptomatique d'un malaise et d'un ressentiment croissants du mouvement social et d'une large partie de la population envers les exactions de la police, la polémique engagée autour de la publication d'une affiche du syndicat Info'Com de la CGT dénonçant ces dernières mérite quelques commentaires...

« Tout le monde déteste la police ! » Scandé dans chaque manifestation ou

chaque action, ce slogan fédérateur est l'expression d'une rupture radicale de la jeunesse avec « les forces de l'ordre » et ceux qui les commandent. Car qui, depuis la proclamation de l'état d'urgence, dans le mouvement n'a pas eu à subir les violences policières ? Gazages systématiques, tirs de flash-ball, coups de tonfa à volonté, des milliers de jeunes sont victimes directement ou connaissent dans leur entourage des gens qui ont été blessés, humiliés, traqués, nassés, gardés à vue... Des dizaines de vidéos tournées un peu partout en France en témoignent et circulent sur les réseaux sociaux. Alors oui, le malaise est profond, et le divorce consommé ! Mais cette volonté de terroriser ne marche plus, et ce sont par centaines que les manifestants n'hésitent plus à résister aux flics...

L'image d'Épinal d'une police au service de la population, des manifestants applaudissant les CRS lors de la grande manifestation œcuménique « Je suis Charlie » du 11 janvier, c'est bien terminé... Et il n'y a guère plus que l'ancien chanteur rebelle Renaud, qui chante dans son dernier album « J'ai embrassé un flic », qui puisse encore en douter.

Une affiche pourtant bien anodine

« La police doit protéger les citoyens et non les frapper »... Bien que les



anticapitalistes ne doivent nourrir aucune illusion sur les vertus protectrices d'un corps répressif de l'État votant majoritairement pour l'extrême droite, ce texte n'est qu'un rappel basique de la mission des forces de l'ordre.

Personne un tant soit peu sérieux ne peut prétendre que depuis plus d'un mois, et à de multiples reprises, ce principe « républicain » n'ait été foulé aux pieds. C'est pourtant ce que fait le chœur indigné des amis de la police depuis plus une dizaine de jours. En première ligne, fonctions obligent, Jean-Marc Falcone, directeur de la police nationale, juge cette affiche « outrageante » faisant ainsi écho à son ministre de tutelle, Bernard Cazeneuve, qui lui la trouve « choquante ».

En seconde ligne, l'ensemble des forces politiques, de l'extrême droite au Parti socialiste. Eric Ciotti demande à Cazeneuve de porter plainte contre la CGT, et Nadine Morano éructe : « Honte à la CGT qui doit présenter ses excuses à la police. » Florian Philippot trouve cette affiche « immonde », et Cambadélis, secrétaire du PS, dénonce une « gauchisation de la CGT » : « Cette affiche fait partie de ce cours gauchiste où on veut une CGT pure, une CGT sans opposition, une CGT tellement radicale qu'à la fin, elle se regroupe autour de quelques personnalités qui sont en confrontation frontale [sic] avec l'ensemble de la société. »

Cette belle unanimité antisyndicale n'a pour objet qu'appeler le bureau

confédéral de la CGT à se dissocier d'un syndicat en phase avec le mouvement, et plus généralement de constituer un « front moral » contre une contestation sociale qui prend de l'ampleur. Les anticapitalistes apportent un soutien sans réserves aux syndicalistes menacés, tout comme ils apportent leur soutien aux militantEs de la CNT qui ont vu leur local de Lille saccagé par le police le 20 avril dernier.

« Désarmons la police ! »

C'était déjà en 2009 le texte d'une des premières affiches du NPA. Certains nous accusaient alors de provocation, alors que les « bavures », les tirs parfois mortels de taser ou de flash-ball dont étaient victimes des habitantEs des quartiers populaires se multipliaient. Ce n'était pourtant pas une fiction, la réalité l'a depuis prouvé.

On ne peut qu'être inquiets lorsque l'on assiste comme à Strasbourg le 9 avril à la répression d'un rassemblement Nuit debout par des CRS ultra-violents, appuyés par des militaires exhibant des armes létales et mettant en joue une foule pacifique. On ne peut qu'être inquiets lorsqu'on apprend que « pour réprimer les manifestations, émeutes et attentats », les CRS seront bientôt équipés de fusils d'assaut, et suivent d'ores et déjà une « formation » d'une semaine afin d'être opérationnels. On ne peut qu'être inquiets quand on apprend que la gendarmerie de Mayotte et celle de Calais ont été munis de chars anti-émeutes...

Nous ne voulons plus de cette armée et de cette police de guerre civile. Et partout nous organiserons l'auto-défense de nos rassemblements et manifestations.

Alain Pojolat

ÉTAT D'URGENCE La fabrication concrète de l'État sécuritaire

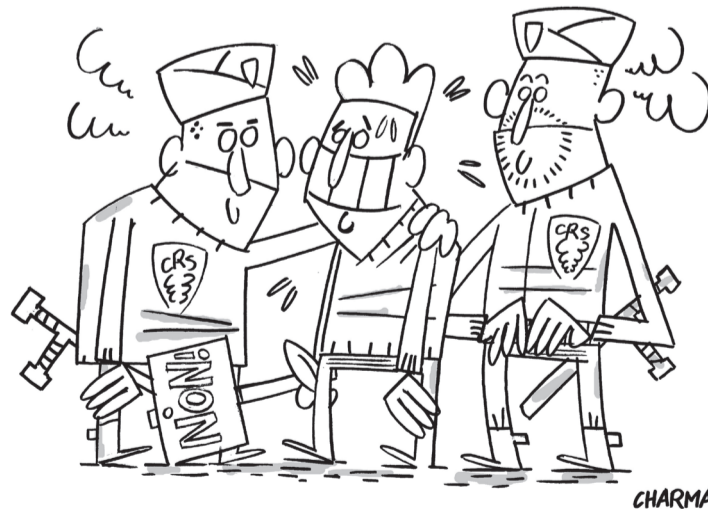
Sans surprise l'état d'urgence devrait être prorogé jusqu'au 26 juillet dans l'Hexagone et l'Outre-mer par l'adoption d'une nouvelle loi, la troisième sur le sujet depuis les attentats de novembre dernier...

Cette fois, il s'agirait, dit le porte-parole du ministère de l'Intérieur, de « protéger » les importantes mobilisations populaires de l'Euro 2016 de football et du Tour de France... Du pain et des jeux ? La majorité d'entre nous a déjà de moins en moins de « pain », nous aurons donc en plus les « jeux » sous l'œil des caméras... des armes de la police et de l'armée ! La finalisation du texte de loi qui sera soumis aux députés et sénateurs, et sans doute malheureusement adopté, est en cours. Il s'agit bien de nous habituer à ce que toute activité humaine, sociale, festive, soit encadrée par le ministère de l'Intérieur : « Un policier à moins de 20 minutes de chaque Français », nous promet même Cazeneuve...

Des moyens policiers en forte augmentation

Dans ce domaine, on peut reconnaître au gouvernement de se donner, avec constance et détermination, les moyens de sa politique : alors que les moyens baissent dans les ministères et l'ensemble des services publics, entre 2012 et 2017, 9341 postes ont été ou seront créés dans la police et la

EN AVRIL NETE DÉCOULNRE PAS D'UN FLIC...



gendarmerie. Le budget de la sécurité en 2016 est déclaré prioritaire. Plus de budget, c'est évidemment plus de personnels, mais aussi plus de nouvelles armes : 116 tasers supplémentaires, 981 bâtons télescopiques de défense, 25 000 munitions et la nouveauté de l'année, 204 fusils d'assaut pour la BAC!

Les moyens et les méthodes des interventions policières et militaires tendent à se rapprocher, leur culture « professionnelle » doit devenir sensiblement la même, leur protection judiciaire en cas d'actes de violence reconnus est quasi totale, le ministre appelle à la coopération sans faille des polices et à une action concertée

et permanente entre gendarmerie, autres forces armées, et police. Une part plus importante de nos impôts va donc nous être reversée... sous forme de coups de matraques, de jets de gaz lacrymogènes, de tirs de tasers, et contribuer à alimenter la longue liste des bavures...

Pour la lutte contre le terrorisme?

La précision des chiffres donnée par le ministère est étonnante : vise-t-elle à rassurer face aux actes terroristes, à séduire une partie de l'électorat de droite et d'extrême droite en vue des prochaines échéances électorales... ou bien à menacer et réprimer une jeunesse et une classe toute entière qui se met debout pour ses justes combats contre la loi El Khomri et son monde ? Sans aucun doute les calculs tacticiens ne sont-ils pas absents de la communication ministérielle, mais sur le fond, il s'agit surtout de la volonté de ce gouvernement d'en finir avec nos résistances. Par un déploiement d'hommes armés, par la quantité et la qualité d'armes en service, il choisit la provocation et assume concrètement l'escalade de la violence. La forme armée de la lutte des classes au service du capital. Car pour ce qui est du terrorisme, Cazeneuve reconnaît lui-même que le prolongement de cet état d'urgence ne le fera pas cesser et annonce déjà un énième projet de loi « pour renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et le renforcement durable des moyens de la police administrative et de la police judiciaire »...

Roseline Vachetta

Le 22 avril 2016 a commencé la phase de ratification de l'accord qui doit concerner au moins 55 pays responsables d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Autant dire qu'avec les négociations de détails la route sera longue avant l'entrée en vigueur de « l'accord historique » qui doit plafonner l'augmentation de la température sous les 2°C par rapport au 18^e siècle. Signé le 11 décembre 1997 lors de la COP3, le protocole de Kyoto n'est entré en vigueur que huit ans plus tard, car de nombreux pays ont marchandé leur ratification, obtenant ainsi un affaiblissement de certaines dispositions. Ainsi, les pays en développement pourraient agir de même pour faire pression sur les pays développés. En effet, si on additionne tous les engagements des États, on obtient une limitation comprise entre 3 et 4 °C. Rien à voir avec l'objectif de limiter à 1,5 °C, réclamé par les pays du Sud déjà touchés par le réchauffement. En outre, les pays du Nord avaient promis lors de la COP15 de Copenhague en 2009, de créer un fonds vert de 100 milliards de dollars d'ici à 2020, cela pour aider les pays du Sud à engager leur transition énergétique. Maxime Combes, économiste membre d'Attac, a dénoncé le chiffre de l'OCDE de 64 milliards atteints en 2014, en disant que celle-ci avait additionné « des choux et des carottes »... C'est dire si c'est clair ! Aucune clarté non plus sur les formes d'aide : prêts ? Dons ? Public ? Privé ? Et après 2025 plus d'engagement !

Et la France dans tout ça ?

Hollande et Royal auront du mal à prouver « l'exemplarité française ». Les reculades dans la transition énergétique, la primauté au nucléaire qui crée le retard dans les renouvelables et met en danger les populations, les grands projets inutiles imposés aussi néfastes à l'environnement

CLIMAT L'arnaque continue !

On se souvient du show médiatique de « l'accord historique » de la COP21 signé à Paris par 196 États en décembre 2015. Le spectacle bien orchestré était présenté comme une victoire pour le climat. Avec d'autres, nous avons refusé de gober cette farce et dénonçons le manque criminel d'engagement...



L'autocongratulation sur le dos de la justice climatique... DR

qu'inutiles pour les populations, les décrédibilisent. Ce gouvernement a même entériné les propositions de la Commission de Bruxelles qui juge l'objectif de l'UE, une réduction de 40% des émissions de GES d'ici à 2030, largement suffisant... Comme les 28 États devront ratifier individuellement, il est peu probable que l'Europe fasse partie de l'accord international qui se mettra en place en 2016-2018.

Leurs « solutions »....

Aménager le système avec du « développement durable », surtout si ça dope la croissance et les profits. Et pas question de renoncer aux énergies fossiles. Ils sont même prêts à les traquer jusque dans les entrailles de la Terre, quitte à tuer la faune, la flore et pourrir la vie des gens. La banque fond : tant mieux ! Des réserves de pétrole considérables seront alors accessibles et exploitables. Voilà leur

véritable accord, moins médiatique celui-là !

De même, les États préfèrent expérimenter la taxation du carbone, au motif qu'il faut bien payer les dégâts commis. L'apparent bon sens des taxations écolo est en fait un moyen d'éviter de remettre en cause le système capitaliste qui est à la cause du basculement climatique. Des États préfèrent la fuite en avant et investissent des sommes faraïmeuses dans les « technologies à émissions négatives » (des systèmes capables de retirer du CO₂ de l'atmosphère).

... et les nôtres

Le défi climatique ne sera relevé qu'en mettant en cause le fonctionnement du système capitaliste fondé sur l'exploitation des ressources fossiles, et en remettant en question la croissance matérielle infinie. Pour rendre cette transition désirable par la majorité

de la population, il faut encourager des mesures anticapitalistes : la reconversion collective des travailleurEs des secteurs condamnés, une profonde redistribution des richesses, l'extension du secteur public et sa gestion démocratique sous contrôle des agentEs et des usagerEs, en commençant par l'expropriation sans indemnité ni rachat des secteurs de l'énergie et de la finance, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, l'abolition du régime des brevets...

Ce n'est pas dans les ministères qu'on sauvera le climat, mais dans la rue, dans les luttes, toutes et tous ensemble. Le NPA s'emploie à faire converger toutes les batailles qui ont un but commun : supprimer tous les prédateurs qui accaparent les richesses que nous créons et qui détruisent nos vies et notre environnement.

Commission nationale écologie

ISRAËL Netanyahu, Benett, Herzog... Qui est le plus à droite ?

À la dernière réunion du cabinet israélien, grande prise de tête entre le ministre de l'Éducation Naftali Benett et Benjamin Netanyahu sur un éventuel retrait des forces d'occupation israéliennes des villes palestiniennes... où d'ailleurs, selon les accords signés entre Israël et l'OLP, elles n'auraient absolument pas à se trouver. Netanyahu aurait même menacé son partenaire au gouvernement d'extrême droite de le mettre à la porte.

Ce que Netanyahu comprend, et que Benett refuse de prendre en considération, c'est d'abord un certain agacement dans la dite communauté internationale face à l'embourbement de ce que certains continuent à appeler « le processus de paix »... C'est aussi la nécessité pour l'État d'Israël de poursuivre la collaboration avec les forces de police palestiniennes qui font une partie du sale boulot dans les villes de Cisjordanie, et pour qui les incursions israéliennes rendent la tâche plus difficile.

L'initiative française...

En arrière-fond de ce débat interne se trouve l'initiative de Jean-Marc Ayrault de convoquer une conférence internationale afin de débloquent la situation en mettant la pression « sur les deux parties »... Comme si les responsabilités du blocage étaient symétriques. L'initiative française a peu de chances d'aboutir, mais elle a au moins obligé le Premier ministre israélien à bouger. Si ses dernières déclarations ont donné l'occasion



Benett et Netanyahu, surenchères à l'extrême droite... DR

à ses adversaires (mais membres du gouvernement) de faire de la surenchère nationaliste, elles ont reçu l'aval des forces de sécurité qui, elles, savent à la fois l'importance de la collaboration avec les forces de police palestiniennes et les coûts que représente une présence massive de l'armée israélienne.

Pour renforcer son image de chef de l'extrême droite, le Premier ministre israélien a décidé d'appeler à une réunion du gouvernement... sur

le plateau du Golan syrien, où il déclare, une fois de plus, que le Golan est partie intégrale et éternelle de l'État d'Israël. De telles déclarations ne l'avaient pas empêché, il y a deux décennies, de négocier avec le président Hafez el-Assad un éventuel retrait de cette partie intégrale et éternelle d'Israël... Comme quoi, les rapports de forces internationaux et régionaux pèsent plus lourd que toutes les idéologies et les promesses électorales.

L'original et la copie

Mais pour exprimer ce rapport de forces, il en faudra bien davantage qu'une conférence internationale où Palestiniens et Israéliens ne sont même pas invités. Car Netanyahu se sent fort, avec une opinion publique qui a fortement glissé à droite, comme le confirme un sondage récent où deux tiers de la population demande que le soldat qui a assassiné un Palestinien neutralisé et gravement blessé ne soit pas traduit en justice...

Quant au chef de l'« opposition », Yitzhak Herzog, il essaie désespérément de freiner l'inéluctable déclin du Parti travailliste en se situant encore plus à droite que le Likoud. Ne vient-il pas de dire qu'il en avait assez d'« être identifié au soutien aux Arabes » et qu'il était temps de changer l'image du parti ? Un calcul électoral minable et voué à l'échec : comme le savent les lectrices et les lecteurs français, l'électorat préfère toujours l'original à la copie, surtout quand cette copie est sans saveur et sans odeur... si ce n'est l'odeur ambiante du racisme.

De Jérusalem, Michel Warschawski

ÉTAT ESPAGNOL Du blocage institutionnel aux nouvelles élections

La situation politique espagnole est bloquée depuis les élections du 20 décembre dernier et il y aura donc très probablement de nouvelles élections législatives le 26 juin prochain.

Le 20 décembre avait donné la répartition suivante : PP 110, PSOE 90, Podemos 71, Ciudadanos 40. Un ballottage catastrophique pour le système : ni le PP ni le PSOE n'ont la capacité de construire une majorité parlementaire solide sans une grande coalition, un scénario qui ouvrirait la porte à la « pasokisation » du PS et que son appareil a évité pour l'instant.

Dans ce cadre, Podemos, la troisième force, à 500 000 voix du PS, malgré tous les renoncements programmatiques opérés par sa direction, est considéré encore comme inacceptable en tant que force gouvernementale par les pouvoirs en place et l'appareil du PS. Podemos s'est pourtant adressé au PS, un tournant qui a pesé sur la situation. En effet, la proposition de Pablo Iglesias à Pedro Sánchez, le secrétaire du PS, d'un « gouvernement du changement, pluriel et proportionnel » était une tentative pour diviser le PS et prendre l'initiative. Une manœuvre certes tactique adressée à l'électorat socialiste, mais qui néanmoins à niveau de masse a ramené la possibilité de rupture avec le régime à celle d'un gouvernement de « progrès » et qui, du coup, a réhabilité symboliquement le PS comme force de « gauche ». Cela dit, il y a effectivement eu des réactions hystériques de l'appareil du PS et la fragilisation d'une direction déjà très faible attaquée par des « barons » du parti.

En tant qu'Anticapitalistas, nous avons voulu peser sur le débat programmatique en essayant par des initiatives de remobiliser, comme celle de Madrid pour un plan B pour l'Europe, et défendant l'idée que Podemos soit un parti-mouvement pluraliste et démocratique de masse indépendant du PS.

Par ailleurs, pendant les débats d'investiture, une crise politique majeure a éclaté dans Podemos avec le renvoi par Pablo Iglesias du secrétaire d'organisation (errejoniste). Cela a coïncidé avec un communiqué d'Anticapitalistas (qui a eu un certain écho) où nous soutenions qu'il fallait se préparer à organiser les résistances face à l'offensive austéritaire et arrêter les offres au PS en se préparant à de nouvelles élections.

Dès lors, au sein de Podemos, l'existence de trois « familles » est indéniable : les pablistes (en gros eurocommunistes et partisans d'un rapport non subordonné au PS), les errejonistes (populistes de gauche partisans d'aller rapidement gouverner) et nous qui n'acceptons d'autres débouchés qu'un gouvernement de rupture sous hégémonie de Podemos et appuyé par un mouvement de masse, mettant l'accent sur la mobilisation extra-parlementaire.

Et maintenant ?

La semaine dernière a eu lieu une consultation en ligne de Podemos sur deux questions : Voulez-vous un gouvernement fondé sur le pacte Sanchez-Rivera (c'est-à-dire PS-Ciudadanos) ? Êtes-vous d'accord avec la proposition de changement de Podemos-En Comú Podem et Mareas ? Nous avons défendu le non à la première question et l'abstention pour la seconde, parce que celle-ci arrivait quand même avec deux mois de retard... Le résultat a été 88 % de non à la première question, et 91 % de oui à la seconde.

Il est à peu près certain qu'il va y avoir des élections ce 26 juin, même si on ne peut exclure la possibilité d'un accord in extremis. Aujourd'hui, la direction de Podemos est pour une alliance avec Izquierda Unida. Nous y sommes favorables, mais en soutenant une dynamique par en bas au-delà d'un simple accord d'appareils, pour redonner l'espoir aux couches populaires, reconstruire les mobilisations, et dépasser le PS aux élections. Si un tel scénario se confirmait, il pourrait alors y avoir un éclatement des socialistes, l'un des piliers clés du régime et des politiques libérales dans l'État espagnol.

Dans ce cadre-là, nos premières urgences sont précisément de reconstruire les mouvements de résistance, d'accroître l'influence d'Anticapitalistas au sein et en dehors de Podemos, et de tisser des liens propres avec des secteurs des couches populaires, notamment des équipes syndicales en lutte. De Barcelone, Andreu Coll

Les deux conférences internationales, qui réunirent en septembre 1915 à Zimmerwald puis en avril 1916 à Kienthal, deux villages du canton de Berne, en Suisse, quelques dizaines de délégués du mouvement ouvrier européen, constituent un tournant majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Après la faillite en 1914 de la II^e Internationale, ces conférences permirent aux socialistes révolutionnaires de construire une véritable opposition à la Première Guerre mondiale et de poser les fondements d'une nouvelle internationale, ce qui allait déboucher sur la proclamation en 1919 de la III^e Internationale.

Dossier réalisé par Pascal Morsu et Laurent Ripart

Il y a un siècle CONTRE LA GUERRE



la renaissance de
l'internationalisme
prolétarien

MAINTENIR LA CONTINUITÉ DU SOCIALISME

L'alignement du gros des forces socialistes sur un camp ou un autre fut un choc pour les internationalistes russes ou allemands. Mais dès l'automne 1914, le bilan commence donc à être tiré.

Trotsky écrit : « Le krach de la II^e Internationale est un fait, et ce serait de l'aveuglement ou de la lâcheté de fermer les yeux sur cet événement. Des tentatives purement diplomatiques pour remettre sur pied l'Internationale au moyen de la soi-disant "amnistie" ne nous feront

pas avancer d'un pas. Il ne s'agit pas ici d'un simple différend provisoire ou fortuit, mais de querelles concernant "la question nationale" et de la capitulation des vieux partis dans cette épreuve historique imposée par la guerre. »¹ Partant de là, il en conclut à la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Depuis sa prison berlinoise de la Barnimstrasse, Rosa Luxembourgeois ne dira pas autre chose quelques mois plus tard : « La tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante et à créer une puissante organisation

internationale possédant une seule conception d'ensemble de ses intérêts et de ses tâches. »² Enfin, cette perspective va avant tout être portée par les bolchéviques. Dès novembre 1914, Lénine écrit : « La II^e Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes, pendant une longue époque "pacifique" qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du 19^e siècle et le début du 20^e. À la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! »³

1 - Trotsky, La Guerre et l'Internationale (octobre 1914).

2 - Rosa Luxembourgeois, La Crise de la social-démocratie (1915).

3 - Lénine, La Situation et les Tâches de l'Internationale socialiste (novembre 1914).

LE MOUVEMENT OUVRIER EN SOMMEIL

En 1914, les principaux partis socialistes (Allemagne, France...) s'étaient alignés sur leur propre bourgeoisie. Seuls quelques partis avaient majoritairement maintenu une position internationaliste : les Russes, mais aussi les Suisses, Serbes ou Italiens...

Par ailleurs, depuis le déclenchement des hostilités, l'Internationale socialiste était aux abonnés absents, les dirigeants réformistes d'alors (Vandervelde, Kautsky...) considérant l'Internationale comme inutile en temps de guerre (!). Mais dès la fin de l'année 1914, une opposition socialiste à la guerre émerge.

En Allemagne.

Karl Liebknecht avait accepté, au nom de la solidarité du groupe parlementaire socialiste, de voter en août 1914 les crédits de guerre auxquels il était personnellement opposé. Mais il changea vite de position : en décembre 1914, il se désolidarisa de la direction du SPD en refusant – seul – de voter les crédits militaires. C'est donc en rupture avec la direction de la social-démocratie allemande que s'organisa autour de Liebknecht, Luxembourg, Mehring, Jogiches et Zetkin, le groupe Spartakus qui, considérant que la II^e internationale avait failli, se positionna en faveur de la création d'une nouvelle internationale.

En France.

La situation était autrement plus dégradée, puisque la direction et le groupe parlementaire de la SFIO (le PS d'alors) avaient dans leur totalité basculé dans le soutien à la guerre. Guesde, Sembat ou Blum géraient directement la

boucherie au sein du gouvernement, tandis qu'une minorité autour de Longuet prenait au nom du pacifisme ses distances avec le gouvernement, sans toutefois s'opposer au vote des crédits militaires. Seule une poignée de militants isolés avaient pu, tel Fernand Loriot, prendre des positions hostiles à la guerre au sein de la SFIO.

Dans ce contexte, l'opposition française à la guerre vint pour l'essentiel du CGT ou plus exactement du groupe de syndicalistes révolutionnaires qui se reconnaissaient dans le journal *La Vie ouvrière* que dirigeaient Pierre Monatte et Alfred Rosmer. Interdite en août 1914, en raison de son opposition à la guerre, *La Vie ouvrière* avait disparu, mais sa direction parvint malgré les difficultés à maintenir un groupe internationaliste.

En Grande-Bretagne.

Les directions du Trade Union Congress (syndicats) et le groupe parlementaire travailliste participèrent à l'effort de guerre. L'ILP (Parti ouvrier indépendant) se prononce pour la paix mais sans s'opposer à la défense nationale. L'opposition ouvrière à la guerre reste confinée à des organisations de taille réduite et une minorité de l'ILP.

Et puis il y a bien sûr les Russes. Avant tout les bolchéviques, bien

UNE GUERRE POUR P



« LA SCÈNE A CHANGÉ FONDAMENTALEMENT »

En 1915, chacun prend conscience que la guerre ne se soldera pas par une campagne courte mais fait basculer le monde dans une barbarie d'une horreur jusque-là impensable.

À fin de trouver une solution à l'enlisement de leurs armées dans les tranchées, les puissances impérialistes mettaient alors au point une nouvelle industrie de la mort, à l'exemple des gaz de combat, utilisés pour la première fois en mars 1915. Loin d'offrir une solution militaire, ces nouvelles armes n'apportaient qu'un surcroît de cruauté à une guerre qui prenait de plus en plus l'allure d'une vaste boucherie. Pour débloquer la situation, les puissances impérialistes s'attachent aussi à ouvrir de nouveaux fronts, en imposant aux États jusque-là neutres de participer à la guerre, ce qui amena l'Italie (mai 1915), la Bulgarie (octobre 1915) puis le Portugal (mars 1916) à entrer dans le conflit. La guerre

impérialiste étendait aussi ses ravages dans le monde entier, de l'Afrique au Proche-Orient, jusqu'à l'Extrême-Orient.

Femmes révolutionnaires...

La légèreté et la résignation qui avaient permis en août 1914 le départ en masse pour le front faisaient désormais place à l'hébètement face à la froide bestialité d'une guerre totale. Rosa Luxembourgeois écrit alors : « La scène a changé fondamentalement. La marche des six semaines sur Paris a pris les proportions d'un drame mondial ; l'immense boucherie est devenue une affaire quotidienne, épuisante et monotone, sans que la solution, dans quelque sens que ce soit, ait progressé d'un pouce. » Pour la poignée de militants révolutionnaires, la

période permettait de relever la tête et de poser les bases d'une opposition à la guerre. Ayant échappé à la mobilisation de masse, les femmes y jouèrent un rôle central. Le 8 mars 1915, Alexandra Kollontaï organisa à Christiania près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre, tandis que Clara Zetkin parvint à organiser en avril 1915 à Berne une conférence de femmes contre la guerre qui réunit 70 déléguées socialistes.



LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

Dans ces conditions, diverses initiatives ont lieu pour renouer les fils du socialisme international. Dès septembre 1914, les partis socialistes suisse et italien se rencontrent. Ils caractérisent la guerre comme impérialiste, se prononcent pour l'arrêt immédiat des hostilités. En janvier 1915, le Parti socialiste danois prend une initiative similaire avec les Hollandais et les Suédois.

Le même mois, R. Grimm, représentant le Parti socialiste suisse (hostile à la guerre) se rend à Paris pour une mission d'information. Le contact est établi avec les internationalistes présents, français,

La figure la plus marquante de la délégation allemande était le député « centriste » Ledebour, proche du « pape de la social-démocratie » Kautsky. La présence de ce dernier à la conférence fut d'ailleurs envisagée

devait se limiter à organiser l'action pour l'arrêt des hostilités. Parlant pour cette majorité pacifiste, Merrheim précisa d'ailleurs qu'il défendait seulement la lutte pour la paix et l'organisation de la propagande en ce sens. Et même dans la gauche révolutionnaire, les positions de Lénine restaient très minoritaires, Rosa Luxembour et Trotski se refusant à faire du « défaitisme révolutionnaire » le fondement de leur propagande antiguerre. À cela s'ajoute le fait que les courants les plus droitiers n'envisageaient que l'inflexion de l'orientation « social-chauvine » de la social-démocratie internationale. Pour Martov, Axelrod et les Français, il n'était ainsi aucunement question de rompre avec la II^e Internationale comme l'envisageaient ouvertement Luxembour ou Lénine.

Le déroulement de la conférence

Comme à son habitude, dès la conférence réunie, Lénine sortit ses arguments le premier sous la forme d'un projet de motion et d'un projet de manifeste de la conférence.

Les discussions furent souvent vives. Ainsi le député allemand Ledebour avait voté les crédits de guerre « par discipline ». Cela provoqua un vif incident avec Lénine, accusé de prodiguer ses oukases à partir du confort de la Suisse où il résidait alors... Quant à Merrheim, il déclara au cours du débat : « *Camarade Lénine, vous n'êtes pas motivé par un désir de paix, mais par la volonté de poser les fondations d'une nouvelle internationale. C'est cela qui nous divise* »⁴.

Au final, les projets de Lénine furent rejetés par la majorité des délégués. Trotski et Grimm furent chargés de rédiger un nouveau projet, plus modéré, finalement adopté à l'unanimité. Ce texte caractérisait la guerre en cours « *comme un produit de l'impérialisme* ». Il insistait sur la responsabilité des dirigeants « social-chauvins » : « *À Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat. Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. (...) C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.* »

Enfin, il en appelait à la « *lutte pour la paix* » : « *Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix*

jusqu'au dernier moment.

Et puis bien entendu, il y avait les Russes : socialistes-révolutionnaires, social-démocrates de toutes tendances (le menchévique Martov et Trotski y participèrent, ainsi que le Bund). Mais c'est surtout Lénine qui va peser de tout son poids.

Pacifisme ou anti-impérialisme ?

Une telle réunion était toutefois difficile à mettre en place, la conférence de Berne ayant montré que les opposants à la guerre étaient très hétérogènes. En particulier, la question du « défaitisme révolutionnaire » divisait profondément l'opposition socialiste à la guerre. Pour les bolchéviques et leurs alliés, l'action contre la guerre ne pouvait être isolée d'une agitation anticapitaliste : « *À bas la naïve sentimentalité des vœux pieux sur "la paix à tout prix" ! Levons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme met en jeu le destin de la civilisation européenne : d'autres guerres suivront bientôt celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses. La fable de la "dernière guerre" est un songe creux et nuisible.* »²

Et : « *Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement.* »³

Tout cela ne pouvait que heurter les courants pacifistes et « centristes » pour qui la conférence



DR

n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. (...) Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation. »

En revanche le texte ne disait rien sur la nécessité de rompre avec la II^e Internationale. Même le refus de voter les crédits de guerre n'était pas réaffirmé. Par ailleurs, une « Commission socialiste internationale » fut mise en place, comme « *centre de liaison et d'information* » publiant un bulletin.

Un tournant décisif

Commentant les résultats de Zimmerwald, Lénine écrit bientôt : « *Le Manifeste adopté marque un pas en avant vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportuniste et le social-chauvinisme. Mais en même temps, comme l'indiquera son analyse, il pêche par inconséquence et insuffisance.* »⁵

Les insuffisances visées par Lénine étaient essentiellement le refus de se prononcer nettement pour la rupture avec le « social-chauvinisme », pour la construction d'une nouvelle Internationale. Il y avait aussi le refus de combiner lutte contre la

guerre et contre le capitalisme : « *La lutte pour la paix sans lutte révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère. (...) La seule voie permettant de nous délivrer des horreurs de la guerre est la lutte révolutionnaire pour le socialisme* »⁶.

Cela étant dit, Lénine considérait nécessaire de soutenir ce manifeste car : « *C'est un fait que ce dernier constitue un pas en avant vers la lutte effective contre l'opportuniste.* » Avec le recul, on ne peut que partager cette appréciation. Malgré tous ses tâtonnements, Zimmerwald fut la première étape de la construction de la nouvelle Internationale qui s'imposait.

De Zimmerwald à Kienthal

Au-delà des maigres forces présentes, la conférence de Zimmerwald eut un réel écho au sein du mouvement ouvrier. Ainsi, en France, c'est sous l'impulsion de cette conférence que put se constituer le « Comité pour la reprise des relations internationales ». Ce CRRRI se fixa initialement pour tâche de faire connaître au sein du mouvement ouvrier (SFIO et CGT) les positions internationalistes. Son écho fut suffisant pour que la direction de la SFIO soit obligée de condamner son activité... Ultérieurement, le CRRRI

aura un rôle important lors de la constitution du PCF en 1919. Parallèlement, la Commission socialiste internationale constituée à Zimmerwald travaillait et convoqua une seconde conférence il y a tout juste 100 ans, du 24 au 30 avril 1916, à Kienthal, à 50 km de Berne. On notera dès la circulaire de convocation une nette progression par rapport à Zimmerwald : « *Toute tentative de ressusciter l'Internationale par une amnistie réciproque des chefs socialistes compromis, persistant dans leur attitude de solidarité avec les gouvernements et les classes capitalistes, ne peut être en réalité que dirigée contre le socialisme et aura pour effet de briser le réveil révolutionnaire de la classe ouvrière.* »

À Kienthal, une fois de plus, la direction bolchévique soumit un document... une fois de plus rejeté ! Mais le fait est que l'audience des léninistes s'élargissait, que la tonalité du manifeste issu de la conférence est bien plus radicale. Et tout cela n'était pas sans effet dans les pays belligérants eux-mêmes.

1- Trotski, *Ma vie* (1930).

2- Lénine, *op. cit.*

3- Lénine, *De la défaite de son propre gouvernement* (juillet 1915).

4- Tony Cliff, *Lénine*.

5- Lénine, *Un premier pas* (11 octobre 1915)

6- Lénine, *op. cit.*

ET UN SIÈCLE PLUS TARD, LE DÉBAT SE POURSUIT...

Un siècle après les conférences de Zimmerwald et Kienthal, on mesure l'acquis théorique que nous ont laissé ces épisodes...

En fait, c'est à cette occasion que le mouvement communiste naissant a pu formuler les bases d'une orientation face aux guerres impérialistes, en confrontation avec les pacifistes. Le cœur de cette orientation, c'est le refus de toute forme d'union nationale. Une question toujours actuelle, il suffit de penser à la question des interventions françaises en Afrique ou au Proche-Orient. Cela étant, le fait de disposer d'un tel acquis ne dispense pas de le questionner. Ainsi,

la toute jeune IV^e Internationale eut-elle une politique en 1940-1945 qui n'était pas une simple répétition des principes formulés par les bolchéviques en leur temps (on est même en droit de se demander si ce n'est pas une correction). « *L'attention de l'aile révolutionnaire était centrée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Les révolutionnaires répondaient naturellement négativement à cette question. C'était tout à fait juste. Mais quand cette réponse purement négative servait de*

base à la propagande et à la formation des cadres, elle ne pouvait gagner les masses, qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger. »¹

Trotski rappelait d'ailleurs que, lors de la Révolution russe, jamais le refus de la défense « nationale » n'aurait permis aux communistes de conquérir la majorité. Un siècle plus tard, le débat relatif au « défaitisme révolutionnaire » – ce qu'il est, ses modalités – se poursuit, et c'est normal.

1- Trotski, *Bonapartisme, Fascisme et Guerre* (août 1940).

FORD BLANQUEFORT (33) 3,5 milliards de dollars pour les actionnaires, 1% pour les salariéEs...

Le climat social dans l'usine prend un coup de chaud depuis quelques semaines. Alors que l'engagement sur les emplois n'est pas respecté, que l'avenir du site reste menacé, que les conditions de travail se dégradent, c'est sur la question des salaires que ça craque.

Le baratin de la direction sur la nécessaire compétitivité, et donc des restrictions perpétuelles, semble atteindre ses limites. Pas d'argent chez Ford? Certainement pas: des profits records, des ventes et des parts de marché en hausse, quelque 3,5 milliards de dollars distribués aux actionnaires en 2015, un revenu de dingue de 18 millions de dollars pour le «number one» de Ford Motor Company, M. Field toujours en 2015. À côté, Tavarès (PSA) ou Ghosn (Renault) sont des petits joueurs avec leurs 5 à 7 millions d'euros annuel... Il y a donc largement de quoi mettre en colère n'importe quel salariéEs... et c'est ce qui se passe! La direction augmente de 1% les salaires, soit entre 16 et 20 euros pour la plupart d'entre nous. Inacceptable. Deux gros débrayages d'une heure ont marqué ces deux dernières semaines. Puis les trois syndicats ouvriers ont appelé pour mercredi 20 avril à une journée «usine morte»: 24 heures de grève avec l'objectif de bien faire comprendre que l'austérité, ça ne passe plus, revendiquant 70 euros minimum pour toutes et tous. Cette journée a été une réussite avec une grève majoritaire, une production largement réduite. Les collègues nombreux se sont positionnés devant les entrées des camions, perturbant le trafic pendant un bon moment.

La direction sous tension

La direction n'a pas supporté cet affront, voyant «ses» salariéEs s'installer sous son nez, avec banderoles, drapeaux, couleurs syndicales, tables et chaises, pour un programme de casse-croûte, belote, pétanque... Un ouvrierE, c'est fait pour rapporter de la plus-value à son patron, pas pour revendiquer une redistribution des richesses, encore moins pour occuper les devants de l'usine comme s'il était chez lui... Très tendue, la direction a donc fait venir un huissier pour faire constater le blocage, pour intimider. Les salariéEs ont nié, les dirigeants en mode méchant ont vite enlevé banderoles et divers obstacles devant l'accès, ouvrant ainsi le passage aux camions qui s'accumulaient. L'après-midi, c'est l'autre équipe de grévistes qui a repris la position, et à nouveau la direction a dû intervenir pour libérer le passage, menaçant les salariéEs de sanctions.

Nous n'avons pas obtenu satisfaction, pas encore, mais quoi qu'il arrive, nous avons vécu un bon moment de dignité, de fierté collective, un peu comme une revanche sur tous ces mois passés à subir les comportements méprisants et parfois agressifs des dirigeants et des chefs. Une belle journée rappelant à beaucoup d'entre nous le blocage de l'usine et les diverses actions des années passées. En espérant que tout cela redonne confiance et change l'ambiance, ce qui nous aiderait pour défendre nos conditions de travail et les emplois.

Philippe

51^e CONGRÈS DE LA CGT Des enjeux décisifs

Une année après les turbulences déclenchées par l'affaire Lepaon, la direction confédérale de la CGT et singulièrement Philippe Martinez reconduit au poste de secrétaire général ont réussi le tour de force de rassembler, au moins dans la composition de la Commission exécutive confédérale (élue avec 91% des voix), un congrès où la contestation s'est affirmée, approuvant le rapport d'orientation avec seulement 62,77% des voix...

Continuité contre actualité

Par bien des aspects, ce 51^e congrès s'inscrit dans la tradition CGT: 78% des délégués présents pour la première fois à un congrès confédéral; un décompte des voix ne prenant pas en compte les abstentions; des commissions des mandats, des amendements et surtout des candidatures et de rédaction de l'Appel du congrès très contrôlées, voir verrouillées, comme l'avait d'ailleurs été les «élections» des mandatés, avec une double «validation» (fédération/UD) permettant de filtrer au maximum les délégations. Toujours dans la tradition, un document d'orientation mal construit, flou, rendant extrêmement difficile le débat dans les syndicats et dans le congrès. On peut enfin ajouter que même le grand nombre d'interventions critiques fait maintenant aussi partie des traditions des congrès CGT...

L'originalité fut imposée par la mobilisation contre la loi travail. La posture relativement combative de l'introduction de Martinez eut un double effet. Un certain désarmement des critiques envers la mollesse de l'orientation confédérale, et le déclenchement d'un discours des médias dénonçant le gauchissement et le raidissement de la CGT, avec une instrumentalisation de l'affiche dénonçant les violences policières (voir article en page 4). Sur le fond, l'intervention introduisait deux des questions qui ont traversé le congrès: la construction de la mobilisation et la tactique unitaire.

Sur la construction de la mobilisation, la discussion s'est concentrée sur l'Appel du congrès qui rend compte, tant bien que mal, de l'exigence d'une dénonciation virulente du gouvernement et tente de formuler de la façon la plus pertinente l'appel à la



À Marseille, Martinez a esquivé les questions qui fâchent. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

grève générale pour le 28 avril et la question de la reconduction. La combinaison de la réactivation du sentiment de «forteresse assiégée» et les difficultés bien réelles à porter la mobilisation au niveau exigé par la violence des attaques gouvernement-patronat ont contribué à tempérer les ardeurs de celles et ceux qui s'opposaient à la ligne confédérale. Un débat trop heurté pour aborder les vraies questions d'évaluation de l'état de la mobilisation et de la capacité réelle des équipes syndicales à mobiliser plus largement.

Des débats non réglés

Le débat sur la tactique unitaire s'est concentré sur les rapports avec la CFDT, évacuant les discussions sur les rapports aux partis politiques et associations posés par les collectifs unitaires comme le Collectif 3A et ses déclinaisons locales et plus généralement sur la place que pourrait prendre

le syndicalisme, le mouvement social, dans la construction d'une alternative politique. Au total une confusion qui ne débouchera même pas sur la mise au rencard du «syndicalisme rassemblé» pourtant évoquée par le secrétaire général et violemment dénoncée, ni sur un retour critique portant sur le soutien au Programme commun de gouvernement des années 1970...

Dans les questions qui fâchent, l'affaire Lepaon a laissé des séquelles sensibles, tant dans les débats sur la démocratie que sur les questions financières. Le congrès n'est pas allé au bout des débats, les questions financières restant un point aveugle, tant sur la place des cotisations dans le financement que des rapports aux CE, aux organisations «amies». Des questions qui vont bien au-delà de l'affaire Lepaon et qui expliquent les zigzags de la direction.

De même, le refus, tant dans le document d'orientation que dans le déroulement du congrès, singulièrement en refusant la parole aux Goodyear, de prendre en compte la répression, la criminalisation du mouvement social et notamment syndical, est une faute politique dont les conséquences peuvent être lourdes

dans ce contexte de «guerre sociale» mis en scène par le pouvoir.

L'enjeu essentiel de la loi travail

Au total, les prochaines semaines seront l'occasion de vérifier si l'orientation votée permettra de répondre aux échéances, aux exigences de la mobilisation, si elle permettra de combler l'écart entre la volonté d'une grande partie des équipes syndicales d'affronter jusqu'à la victoire le gouvernement et une majorité de salariéEs encore dans l'expectative.

L'autre enjeu est celui des prochaines échéances électorales dans lesquelles se jouera l'enjeu symbolique de la première place dans la hiérarchie des organisations syndicales.

L'Appel du congrès, tout en étant porteur d'ambiguïtés, peut être compris comme un engagement à construire la mobilisation. Un succès rebattrait les cartes tant du point de vue du rapport de forces global qu'en interne de la confédération. Un échec serait lourd de conséquences sur les deux tableaux...

Robert Pelletier

Pour celles et ceux qui veulent prendre connaissance du déroulement du congrès, le site de la CGT propose les enregistrements de presque toutes les séances.

COMMERCE PARISIEN Un Premier mai sous haute surveillance syndicale

Ce lundi 25 avril était organisé par le CLIC-P, l'intersyndicale du commerce parisien, une conférence de presse à la Bourse du travail visant à alerter autorités, salariéEs et employeurs des probables ouvertures illégales ce 1^{er} mai...

En effet, cette année, la fête internationale des travailleurs tombe un dimanche, un jour où de nombreuses supérettes parisiennes, en dépit de la vigilance du comité, bafoient déjà le droit de leurs employéEs de se reposer après 13 heures. Fort de plusieurs condamnations pénales obtenues l'an dernier en raison d'ouvertures similaires en 2014, le CLIC-P a mis en garde les entreprises

récalcitrantes car le 1^{er} mai est non seulement le seul jour férié obligatoirement chômé du calendrier, mais force est de constater que, depuis plusieurs années, aucun jour férié, qu'il soit d'origine culturelle comme le jour de Noël ou républicaine comme la fête nationale, ne résiste à l'appétit patronal d'ouvrir afin de faire rentrer un peu plus de fric dans les caisses.



Le CLIC-P dans la rue... et à l'affût! LD

Vigilance...

Chacun peut aider à contrer ces dérives en faisant remonter au CLIC-P l'information obtenue au préalable sur de telles ouvertures ou, à défaut, en procédant à un achat pour la bonne cause le jour même, afin de transmettre le ticket de caisse correspondant

qui permettra de diligenter une procédure par la suite¹. Par ailleurs, les militantEs peuvent faire le choix de s'attarder le long des magasins ouverts sur le parcours de la manifestation syndicale... À chacun selon ses envies!

LD

1 - clic-paris@gmail.com

RENAULT GUYANCOURT (78) -----

Nuit debout s'invite au technocentre

Retisser des liens entre les différents secteurs du mouvement social éclatés par des décennies d'attaques antisociales est loin d'être facile. Les politiques menées par les gouvernements successifs – de droite comme de gauche – et par le patronat, ainsi que les effets désastreux des trahisons des directions syndicales, ont fait des dégâts...

Mais la loi El Khomri, qui mobilise autant la jeunesse que les travailleurEs des entreprises du public, du privé ou

privéEs d'emplois a remis à l'ordre du jour la nécessité de la convergence des luttes pour construire la grève générale. Et depuis l'apparition du mouvement

XPO (EX-NORBERT DENTRESSANGLE)

La coupe est pleine!

Dans tous les sites de logistique du transporteur, les salariéEs ont fait grève plusieurs jours la semaine dernière.



À Fleury-Mérogis (91) mardi 19 avril, XPO en lutte. DR

Le 12 avril, lors du CCE (comité central d'entreprise), la direction générale annonçait une prime d'intéressement de 301 euros brut (274 net) contre plus de 800 l'an dernier. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO décidait alors d'appeler sur tous les entrepôts à une journée nationale de grève, sans en préciser tout d'abord la date, revendiquant essentiellement une « prime de reconnaissance » de 800 euros « liée à l'effort fourni par les salariés XPO », et une indemnité « supra-légale » pour les salariéEs que la direction veut licencier sur les sites de Lagny et Monteux.

Mais c'est sans attendre cette journée de grève, ensuite fixée au mardi 19 avril, que des salariéEs du site de Coudray-Montceaux, dans l'Essonne, sont partis en grève le jeudi 14 après-midi. Le mardi 19, la grève touchait presque tous les entrepôts XPO du pays. Un coup de colère contagieux parce que la coupe est plus que pleine dans tous les dépôts du transporteur où les préparateurs de commandes sont pressurés comme des citrons à la manière de ceux d'autres géants comme Amazon. Déjà du temps de Norbert Dentressangle (ND), c'était le chantage permanent de la direction pour imposer une dégradation des conditions de travail et de salaire, sinon le client (SFR, Carrefour, Nestlé-Purina, Truffaut, etc.) allait « rompre le contrat »...

Le même chantage continue depuis que le fonds de pension américain XPO a racheté ND au prix fort (3,24 milliards d'euros) en juin dernier. Les dirigeants de XPO ont profité de ce changement et de l'inquiétude qu'il suscitait chez les salariéEs pour imposer des conditions de travail encore en baisse, la suppression de pauses, par exemple, grâce à un accord signé avec FO, ce qui ne les a pas empêchés ensuite, et contrairement aux engagements qu'ils avaient pris, de mettre en PSE (« plan de sauvegarde de

l'emploi », nouvel euphémisme pour désigner un plan de licenciements) deux sites, Montoux dans le Vaucluse et Lagny-le-Sec dans l'Oise.

Le feu aux poudres

Dans cette situation, l'annonce par la direction de la prime d'intéressement dérisoire pour 2016 a mis le feu aux poudres, d'autant que les anciens dirigeants de ND s'étaient fait octroyer de confortables indemnités de départ (250000 euros pour l'un d'entre eux...).

Les grévistes ont été confrontés à plusieurs problèmes : la présence dans les entrepôts de nombreux intérimaires dont il a fallu exiger le départ pour que la direction ne les utilise pas contre la grève, avec souvent l'incompréhension de ces derniers ; le manque de liens et de cohésion entre les différents sites qui a permis à la direction générale de refuser toute concession en laissant la direction de chaque site négocier localement ; la répression lorsque les salariéEs, comme à Vatry, dans le Nord, ont empêché les camions de sortir, mais l'affaire n'est pas finie... En fin de semaine, la grève semblait terminée, certains dépôts continuant la journée de vendredi. Des primes de 200 à 300 euros supplémentaires ont été lâchées localement, et le rattrapage des jours de grève négocié à coups de samedis (un ou plus) travaillés... quand toutefois les salariéEs n'ont pas dit « merde! » sur ce sujet à la direction, préférant en être de leur poche.

Car, certes, ils n'ont pas gagné mais ils ont montré à la direction qu'ils étaient capables de ne pas se laisser faire et de faire changer la peur de camp.

Correspondants 91

BORDEAUX Des salariées d'une maison de retraite en grève

Le 15 avril dernier, une dizaine de salariées (sur les 46 que compte l'établissement) de la maison de retraite des Carmes à Bordeaux, soutenues par le syndicat Sud, se sont mises en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et la précarité de leurs contrats.

Leurs revendications : la création de postes en CDI (des salariées enchaînent des CDD depuis plus d'un an), des moyens supplémentaires pour assurer des soins de qualité et l'organisation d'élections professionnelles en juin. Pour ce qui est des élections, la direction les a acceptées, une obligation à laquelle elle n'a pu se soustraire. Mais pour ce qui est du reste : rien. Les grévistes ne revendiquent pas d'augmentations de salaires ni de primes, ce qui serait pourtant bien légitime. Ce qu'elles mettent en avant, c'est leurs difficultés à s'occuper correctement des résidentEs dans le respect de leur dignité. Les témoignages parlent d'eux-mêmes : on leur demande en 20 minutes de réveiller le résidentE, de faire sa toilette et de



Grévistes et soutiens devant la résidence. DR

lui donner son petit-déjeuner... La semaine précédant le mouvement, un résident a dû dormir à même le matelas par manque de draps. Il manque aussi parfois des gants... Une honte quand on sait que le montant mensuel versé par les résidentEs est d'un minimum de 2500 euros...

Maltraitance institutionnelle

Cet Ehpad (établissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes) qui accueille 76 résidentEs, appartient pourtant à un groupe DomusVi, le

troisième groupe privé d'accueil des personnes âgées en France et en Espagne.

Devant l'indifférence de la direction, les salariées, qui dans un premier temps avaient décidé de reprendre le travail, n'ont finalement pas été travaillées ce lundi 25 avril. Elles ont déjà prévu d'aller à la manifestation contre la loi El Khomri ce jeudi 28.

Cette situation n'est malheureusement pas isolée. De plus en plus de salariées de maisons de retraite alertent la population et les pouvoirs publics sur la prise en charge déplorable des personnes âgées et sur la maltraitance institutionnelle organisée par des groupes pour lesquels la satisfaction des actionnaires passe avant la vie des résidentEs et des salariées.

Correspondante

LA POSTE PAYS D'AUGE Après trois jours de grève, les facteurs font reculer la direction

Mercredi 20 avril, au bout de trois jours de grève, les facteurs du Pays d'Auge reprenaient victorieusement le travail. Ils ont dû faire face à toutes les manœuvres, pressions de la direction de La Poste (huissier, police...). Ils n'ont rien lâché et la direction a été contrainte de céder sur l'essentiel des revendications des grévistes.

Depuis l'annonce d'une réorganisation particulièrement brutale prévue sur les centres courrier de Lisieux, Livarot et Orbec, la jeune équipe militante (CGT) a pris ses responsabilités pour préparer une riposte d'ampleur sur l'ensemble de la plaque de Lisieux (9 bureaux). Une riposte qui est passée par une grève reconductible et une lutte de l'ensemble des bureaux.

Au premier jour de grève, des facteurs de 7 bureaux sur 9 étaient en grève et sur le piquet, avec 5 bureaux en grève majoritaire (des taux de grève allant de 70% à 100%). Cette solidarité a été mise en place par cette même équipe militante en février 2015 avec la lutte victorieuse contre la méridienne. Les grévistes se sont de suite confrontés à une direction qui refuse totalement la discussion. La réponse des grévistes a été claire : « reconduction de la grève ».

Et au deuxième jour, c'est la douche froide pour la direction avec un nombre de grévistes encore plus important. À midi, la direction annonce à la délégation de grévistes que rien de plus ne sera dit aujourd'hui. Immédiatement les grévistes réunis en assemblée générale votent à l'unanimité la reconduction de la grève et mettent en place une caisse de grève.



La Poste aux couleurs de la grève... DR

Une victoire de tous les grévistes

Au troisième jour de grève, dès 6h30, le directeur d'établissement de Lisieux est venu à la rencontre des représentants des grévistes pour organiser immédiatement une audience afin de faire une nouvelle proposition. Après 20 minutes de discussions, la direction lâche sur plusieurs points, et les fruits de la négociation sont écrits noir sur blanc par la direction.

Une assemblée générale s'organise devant le bureau avec l'ensemble des grévistes. Après quelques minutes d'échanges et la demande de quelques modifications auprès de la direction (toutes acceptées et notifiées), les grévistes votent pour que la CGT (la seule organisation syndicale à avoir appelée à la lutte et présente depuis le début sur le piquet de grève et dans les négociations) signe le protocole de fin de conflit. Résultat : 4 tournées maintenues, le maintien des tournées colis en vacation le matin, le maintien du nombre de MRP (moyen de remplacement permanent), la mise en place de position de rouleur de cycle pour les agents démontés de leur tournée...

Cette victoire, c'est la victoire de tous les grévistes, qui ont fait confiance à la jeune équipe militante CGT et surtout qui ont pris confiance en leur pouvoir face à la direction.

Christophe (facteur à Lisieux)



Le mardi 19 avril, Renault debout! DR

Nuit debout, cette nécessité devient de plus en plus évidente.

Au pays des Valls, Macron et Gattaz, contester le pouvoir patronal est un crime... Ainsi, le 17 mars dernier, un prestataire travaillant au Technocentre Renault de Guyancourt (12500 salariéEs dont 3000 prestataires) a été placé en « mise à pied conservatoire » et viré sans délai des locaux. On lui reproche

d'avoir contacté, de son domicile, les syndicats de Renault pour faire la pub du film *Merci patron!*. La direction du Technocentre a interdit de site ce dangereux individu, et son patron a engagé contre lui une procédure de licenciement (voir *L'Anticapitaliste* n°332).

Pour partager leurs expériences avec d'autres salariéEs à l'AG quotidienne de Nuit debout, une dizaine de travailleurEs du Technocentre Renault se sont rendus le 13 avril à Paris place de la République. Après leurs interventions à l'AG, il a été décidé une distribution de tracts au Technocentre. Rédigé par la « commission grève générale » de la Nuit debout en lien avec des camarades militants syndicaux de l'entreprise, ce tract rappelle que « la lutte contre la loi El Khomri et son plan de précarisation générale, et la défense des conditions

de travail chez Renault ne peuvent être séparés ».

La motivation à vouloir se lier aux salariéEs a été plus forte que les difficultés de transport, puisque le 19 avril au matin, une grosse centaine de jeunes et moins jeunes se sont retrouvés aux portillons d'entrée... avec parmi eux, le prestataire licencié. Sous des banderoles « Renault debout », et avec à la sona la chanson « Merci patron! » ponctuée de « Merci Carlos! » (en référence à Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan, qui émarge à 15 millions d'euros annuels), 3500 tracts ont été diffusés. Cette initiative a reçu un bon accueil et a alimenté les discussions entre collègues.

Prenons nos affaires en main!

Les militantEs et sympathisantEs du NPA ont pris toute leur place pour que

cette action se concrétise, en créant notamment les conditions du « Prenons nos affaires en main » et en faisant le lien avec les syndicats, essentiellement SUD qui, sans afficher ses couleurs, a assuré efficacement la logistique. Les objectifs ont été atteints : convergence des mobilisations et respect de l'autonomie de fonctionnement des collectifs militants (syndicats et Nuit debout). Bien sûr, il en faudra beaucoup plus pour que la peur change de camp, mais ce succès donne des idées : pourquoi pas d'autres actions vers d'autres entreprises du département (PSA-Poissy, PSA-Vélizy, Renault-Flins...) ou d'autres secteurs en lutte (hôpitaux, cimentiers de Calcia en grève reconductible sur les salaires...)? Cela veut aussi dire que partout des Nuit debout doivent se créer et se développer. C'est le cas depuis le 15 avril à Mantes

et depuis le 16 avril à Saint-Quentin-en-Yvelines (dont fait partie Guyancourt) où un collectif Nuit debout tient des mini-AG quotidiennes, avec une AG décisionnelle chaque samedi.

Car il faudra monter en puissance pour faire céder ce gouvernement PS-Medef – même discrédité et affaibli – sur la loi travail comme sur le reste. Pour construire tous ensemble la grève générale, des tours de chauffe seront nécessaires. Et pour aller jusqu'au bout, changer radicalement le système, il en faudra des débats et des actions pour bâtir une stratégie de renversement du capitalisme... Nuit debout a permis que ce débat s'enclenche à l'échelle du pays. Les actions de convergence comme celle du 19 avril au Technocentre y contribuent aussi.

Correspondants (Renault & 78)



Les comités en action!

Clamart (92) Unité contre la loi travail.

Les collectifs unitaires sont une tradition bien ancrée à Clamart. De la défense des services publics aux mobilisations contre la « réforme » des retraites en 2010, les militants de la « vraie gauche » de cette ville des Hauts-de-Seine ont l'habitude de militer ensemble. Mais depuis début mars et la création d'un Collectif clamartois pour le retrait de la loi travail, ce combat unitaire a pris une ampleur sans précédent.

Soutenu par l'UL CGT, SUD-PTT, les syndicats CGT et SUD de l'hôpital Bécclère, il regroupe les militantEs de toutes les composantes du Front de gauche, le NPA, les Verts, le groupe Attac, l'association Clamart Citoyenne, des syndicalistes et des démocrates. Ce collectif – une première – est aussi animé par des militants socialistes « frondeurs », en rupture avec leur direction nationale (et leur direction locale).

Les diffusions de tracts du collectif pour le retrait se succèdent chaque semaine sur les marchés, à la gare et dans les quartiers. Ce travail nous a permis de réussir une réunion publique avec 75 personnes jeudi 14 avril, réunion où sont intervenus un inspecteur du travail, une étudiante de l'Unef, un maître de conférence (co-auteur d'un contre-projet sur le code du travail), et une syndicaliste CGT de l'hôpital Bécclère. Deux militants PS pro-Hollande ont même cru nécessaire de venir défendre – très mal et du bout des lèvres – le projet El Khomri, vite renvoyés dans les cordes par une salle très hostile à leurs (piètres) arguments. Le NPA est intervenu sur sa ligne, « ni amendable ni négociable, grève jusqu'au retrait », ce qui est accepté par tous, à ce jour.

Le collectif regroupe désormais plus d'une cinquantaine de personnes. Cette réussite nous a conduit à prendre deux nouvelles initiatives : organiser une forte délégation au député PS local Jean-Marc Germain que nous rencontrerons vendredi 29 avril, afin qu'il prenne clairement position pour refuser cette loi ; Et, comme cela a été fait dans les villes limitrophes de Bagneux et de Malakoff, préparer une Nuit debout à Clamart mardi 3 mai afin d'élargir la mobilisation.

En attendant, les diffusions se poursuivent pour la grande journée du 28 avril, et réussissent enfin, par des grèves et des manifestations massives, à faire céder le gouvernement.

Présidentielle

Parrainages administratifs pour la candidature Poutou, c'est parti!

Les premières équipes sont parties sur les routes ces dernières semaines. Avec déjà quelques succès. Cela donne un nouveau point de vue sur l'épuisement du gouvernement en cette fin de quinquennat...

Dans les voyages, les discussions sont toujours aussi diverses : le prix de la tonne de blé, l'intercommunalité, la réduction des dotations de l'État, mais aussi l'état de la gauche et du PS en particulier.

La préoccupation première des maires est la nouvelle baisse des dotations de l'État (7%, soit 3,67 milliards d'euros cette année). L'État réduit le déficit public... mais ce sont les maires qui doivent en assumer les conséquences devant la population. Un manque à gagner absolument gigantesque qui contraint à diminuer de nombreuses prestations, le temps de permanences des secrétariats, les subventions aux associations, etc. La seconde préoccupation est la qualité de l'éducation (on y perçoit là aussi les politiques de restrictions budgétaires). Ainsi, le maire de Motreff (dans le Finistère) a rendu public son parrainage pour Philippe Poutou au moment où ce dernier apportait son soutien à la mobilisation contre la fermeture d'un poste d'enseignant.

Le PS décrédibilisé

À l'image du reste de la population, de très nombreux maires ne veulent plus entendre parler de Hollande. La politique du gouvernement apparaît bien comme ne donnant aucun résultat, rendant plus difficile la vie de la population, avec la casse des services publics, le chômage, etc. Pour ceux qui sont proches du PS, le discours est parfois encore plus

catastrophiste : il se dit même que certains souhaiteraient une défaite du PS en 2017... pour avoir une chance de remporter leurs propres élections municipales. En bref, c'est l'écoeurement et de nombreux maires coupent toute solidarité avec le gouvernement.

De premiers résultats encourageants

La conséquence de tout cela est que les premières visites effectuées par les camarades sont plutôt favorables. Beaucoup de maires nous ayant accordé leur parrainage en 2012 acceptent à nouveau de le donner pour 2017. Des maires ayant hésité puis refusé en 2012 ont une oreille bien plus attentive aujourd'hui.

Cela ne signifie pas que le travail sera facile. Actuellement, la pression sur les maires est pour l'instant faible, car ni le PS ni le PCF ni ÉLVL n'ont encore de candidat. Ils se sentent donc encore libres de donner leur parrainage. Cela ne durera peut-être pas... Cela doit surtout nous convaincre d'aller tout de suite à la rencontre des maires.

Le PS, aux abois, veut museler ses concurrents

Le Conseil constitutionnel vient de valider la réforme de l'élection présidentielle. La première mesure est la publication des parrainages toutes les deux semaines et le fait que les maires devront communiquer leur parrainage par courrier au lieu

de le confier au candidat. Cela rendra plus difficile la tâche pour les « petits candidats ».

Mais surtout, le temps de parole ne sera plus égal entre les candidats jusqu'aux deux dernières semaines de la campagne. Cela, couplé avec le fait que les comptes de campagne ne seront plus comptabilisés que sur six mois, va renforcer les principaux candidats, ceux

qui disposent des moyens financiers les plus importants.

Il sera donc plus difficile de rendre visible la candidature de notre candidat. Pour les militantEs, la conclusion est donc simple : il faut, au plus tôt, démarcher les maires pour assurer notre candidature, afin de pouvoir faire campagne le plus tôt possible.

Antoine Larrache

Initiative

À Paris, la nouvelle fête anticapitaliste

Il y a près d'un an, avec près de 800 entrées payantes, la 4^e fête anticapitaliste organisée par la fédération parisienne du NPA fut un réel succès. La prochaine édition se tiendra ce samedi 7 mai.

Deux thèmes politiques feront l'objet de tables rondes-débat. La première, à partir de 13h30, « Ouvrez les frontières » sera consacrée à la question des migrantEs.

Puis, à partir de 16h, on discutera de la répression mise en œuvre par ce gouvernement dans une table ronde intitulée « État d'urgence et violence d'État ». Dans une autre salle, à partir de 13h30, l'équipe de Fakir nous présentera l'excellent film de François Ruffin, *Merci patron!*

En fin d'après-midi, se tiendra un meeting avec Philippe Poutou, candidat du NPA pour la prochaine présidentielle, ainsi que des militantEs impliqués dans les luttes en cours, cela avant le concert du groupe Sidi Wacho (avec des membres du MAP, ZEP et HK & Les Saltimbanks) qui clôturera cette journée.

Ajoutons à cela à 16h30 le spectacle « Des bus, des obus, des syndicalistes » de la compagnie Sans la nommer, sans oublier la désormais traditionnelle animation pour les enfants à la même heure.

La presse du NPA et la librairie La Brèche tiendront naturellement leurs stands, de même que les organisations politiques, sociales et associatives invitées. Le bar permettra à chacun de se désaltérer et de bénéficier d'une restauration (de qualité) à des prix modiques.



Faites passer le message et rendez-vous le samedi 7 mai!

CorrespondantEs

De 13h à 22h à l'espace Olympe-de-Gouges, 22, rue Merlin, Paris 11^e (métro Père-Lachaise ou Philippe-Auguste ou Voltaire). Entrée à prix libre (une participation aux frais sera demandée à qui en a la possibilité).



Philippe et Jo Le Guellaif, le maire de Motreff. DR

Le rôle des institutions (nationales et européennes) est d'instaurer des normes qui ordonnent la société et échappent au débat démocratique. Parallèlement, il faut éradiquer tout ce qui peut servir de base à la prise de conscience des exploités et des opprimés. La loi El Khomri constitue une pièce maîtresse de ce dispositif en décrétant la disparition des droits et garanties collectives. Cette loi travail a cristallisé toutes les exaspérations, un rejet de tout ce qui vient d'en haut : lois antisociales, largesses envers les entreprises et les banques, trafic et corruption financière, racisme d'État et attaques contre les migrantEs, projets inutiles et fuite en avant dans le dérèglement climatique (malgré la mise en scène de la COP21) et, cerise sur le gâteau, l'instauration de l'état d'urgence (prétendument pour faire face aux attentats terroristes) et les violences policières.

« Tout bloquer pour que tout se débloque »

Le projet de loi « travail » vient couronner des décennies de mise en œuvre par les gouvernements successifs de l'idéologie néolibérale qui distille le principe selon lequel il n'y a pas d'autre choix de société que la soumission aux exigences du capital...

Le scénario traditionnel du cycle infernal enchaînant journées d'action saute mouton et demande d'ouverture de négociations a été bousculé. Hors des cadres habitués à encadrer le mouvement a surgi toute une série d'initiatives : « On vaut mieux que ça », pétition Internet de 1200 000 signataires, prises de position d'équipes syndicales imposant le mot d'ordre de retrait du projet et contraignant les directions syndicales à débattre de la grève générale, interventions de la jeunesse étudiante et lycéenne... Ce fut le succès du mercredi 9 mars, l'irruption de la jeunesse dans la rue, puis celui du jeudi 31 mars avec un élément nouveau, Nuit debout.

De la lutte sociale à la construction d'un projet politique

Ce qui avait commencé à se manifester dans les actions contre la COP21, à Notre-Dame-des-Landes ou contre le barrage de Sivens se confirme à une échelle supérieure. On est passé du clic à l'occupation des places, ce qui a ouvert au mouvement une nouvelle dynamique et assuré un lieu de convergence aux différents fronts de lutte. Après des décennies de résignation ou de luttes éparses, la parole populaire se libère, la quête de la démocratie s'exprime, la convergence des luttes se met en place, et un nouveau projet d'émancipation des exploités et opprimés prend forme.

Politiquement, il s'agit d'un processus concret de rupture des classes populaires avec un gouvernement qui aura servi le capital comme aucun autre. Il s'agit aussi d'une tentative concrète de passage d'une lutte sociale à la construction d'un projet politique de transformation du système. Depuis sa fondation, le NPA mise sur l'émergence dans la lutte des classes d'un nouveau projet écosocialiste face à la dictature multiforme du capital. Ce projet est totalement en phase avec le mouvement en construction qui dispose d'un fort potentiel anticapitaliste, même si ce processus comporte des contradictions. Nous sommes des militantEs de ce mouvement et nous y intervenons pour

le construire, en rejetant toute attitude de donneurs de leçons, de récupération, sans vouloir enfermer le mouvement dans l'impasse de certitudes inoxydables...

Nous mobilisons nos énergies pour faire chuter le gouvernement sur la loi travail. Grèves, manifestations, blocages des lycées et des facs, occupations de places, tout doit être entrepris pour converger vers un mouvement de masse, un mouvement politique. Nous pouvons faire nôtre ce que dit Frédéric Lordon : « Tout bloquer pour que tout se débloque », en prenant appui sur ce qui s'exprime à Nuit debout pour mettre en échec la loi travail, mais aussi le système qui lui a donné naissance. Équipe d'animation de la P1

Tribune

Expositions

Artiste modeste qui vit à l'ombre de son œuvre, il prône une intervention minimale de l'artiste, un statut d'œuvre empruntée, collective. Mais Jacques Villeglé est bien un artiste majeur qui a marqué l'art du 20^e siècle depuis le nouveau réalisme des années 1960, le lettrisme (avec ses alphabets sociopolitiques, collages typographiques empruntés à toutes les cultures), jusqu'à l'art contemporain... C'est le premier des affichistes, avec son complice Raymond Hains, le précurseur du pop art pour les américains par ses détournements d'images de la société de consommation, l'inventeur du street art pour d'autres. Catalyseur d'images, poète de la mémoire des murs, il nous invite à changer notre regard sur la réalité urbaine, les mots, l'art préexistant, l'œuvre d'art collective.

Trois expérimentations

Pour ceux qui n'ont pas eu la chance de voir sa rétrospective à Beaubourg en 2008, la commémoration de son 90^e anniversaire donne l'occasion de découvrir trois expérimentations. Mémoires au Musée de Saint-Étienne : ses premières installations avec toujours ses essais typographiques. Une double exposition dans les galeries Valois.

Jacques Villeglé a 90 ans

Au Musée de Saint-Étienne, jusqu'au 22 mai
Aux galeries Valois, rue de Seine, à Paris, jusqu'au 13 mai

On connaît les œuvres du flâneur urbain Jacques Villeglé qui prélève des affiches stratifiées lacérées et les maroufle sur toile. Fragments d'images résurgentes, typographies éclatées qui laissent apparaître l'illisible. De cette guérilla des signes, reflets de la culture dominante réappropriés formellement, émane une cohésion critique, un signifié politique : en prenant l'affiche, je prends l'histoire.



Opération quimpéroise : ultime expérience publique de lacération dans sa ville natale, mais cette fois-ci de son effigie aux couleurs fluos qui a plus à voir, toutes proportions gardées, avec les séries de portraits colorés de Marilyn par Warhol qu'avec les magnifiques affiches du Lacéré anonyme des années 1980, leur poésie du hasard, leur surprise subversive, leur force politique...

Pénélope : l'expérimentation du début où, avec son ami Raymond Hains, ils préfigurent le cinéma d'animation. Sublime série de gouaches semi-abstraites aux variations infimes qui, filmées image par image ou tramées, dessinent un écoulement de la Loire aux mille reflets.

Ugo Clerico

Essai

Désirs de révolution, Nadejda Tolokonnikova

Flammarion, 2016, 18 euros

La der du livre résume vite et bien de qui on parle, et de qui parle... « À dix ans, Nadejda Tolokonnikova est féministe, à seize ans, étudiante en philosophie, à vingt et un, cofondatrice des Pussy Riot. Parce qu'elle a défendu la liberté d'expression et l'égalité des sexes, qu'elle a fait de l'art un moyen de résistance politique, elle a été condamnée par l'État russe à deux ans de détention dans une colonie pénitentiaire en Mordovie. » En effet, Nadejda Tolokonnikova est bien l'une des trois membres du célèbre groupe punk russe envoyées durant deux ans en prison pour avoir célébré une « prière » anti-Poutine dans la cathédrale du Christ-Saint-Sauveur à Moscou... À 26 ans, elle publie aujourd'hui ce livre qui, comme on pouvait s'y attendre, constitue une véritable exécution du nouveau tsar capitaliste, mais aussi un intéressant témoignage sur son propre itinéraire, en particulier son expérience douloureuse dans les geôles poutiniennes. C'est enfin un hommage – individuel – aux Pussy Riot – un collectif –, à leurs combats pour l'égalité, contre la domination masculine et l'État de Poutine.

Le style du livre, ultra-découpé et n'échappant pas aux chemins de traverses et aux digressions, peut dérouter, voire déranger. Ce serait pourtant dommage de s'en priver. Car si le livre n'est en rien une réflexion ou

un pamphlet théorique sur la « révolution » mentionnée dans le titre, il constitue par petites touches un tableau intéressant de la Russie contemporaine, de son système de verrouillage politique à son mode de vie (ses modes de vie ?), tout cela vu par une certaine jeunesse russe pressée d'en finir une bonne fois pour toute avec le « vieux fatras »... En liberté plus que libertaire, Nadejda Tolokonnikova nous livre une jubilatoire conclusion : « Tu veux changer quelque chose ? Lève-toi. N'attends pas qu'on t'apporte quoi que ce soit sur un plateau. Même le meilleur, même le plus parfait des présidents t'apportera que dalle sur un plateau. Il ne t'apportera rien. Ici, on se sert soi-même. »
Manu Bichindaritz



« L'art de la révolte »

Au Centre Pompidou de Paris, jusqu'au 8 mai

En ces temps de Nuit debout, le centre Pompidou, qui a dû avoir une intuition prémonitoire car les expositions ne s'organisent pas au pied levé, nous fait une série de propositions autour de la révolte et comment les artistes s'emparent de ce sujet. On a déjà vu au moment de la COP21 comment les artistes récupéraient le thème du dérèglement climatique, souvent avec l'aide de sponsors bien responsables du problème. On peut espérer ici un peu moins de compromission... En tout cas, le sujet est motivant pour qui se dit que les artistes ont forcément un rôle à jouer dans la subversion sous toutes ses formes, sa création et son analyse. Il y a des historiens du temps présent,

les artistes eux aussi récoltent et témoignent, les militantEs ne peuvent ignorer une forme de communication sur la révolte s'adressant à un large public.

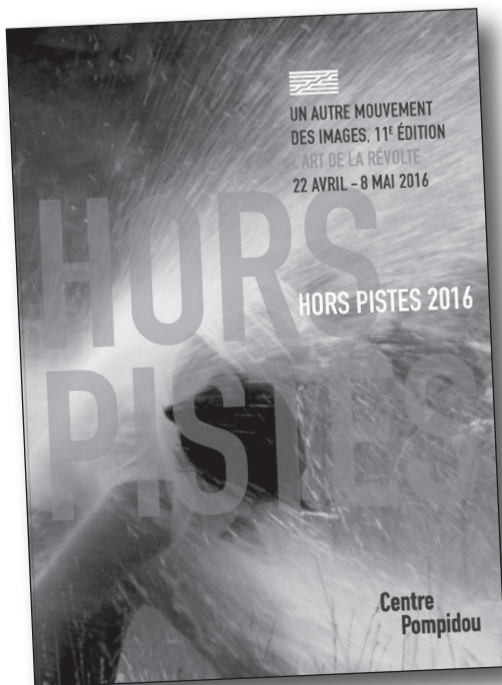
L'événement prend plusieurs formes :

– Une exposition Galerie 4 de 11 h à 21 h (entrée libre). Les œuvres réunies dans l'exposition documentent les contestations, en témoignent, ou en questionnent plus largement ses fondements idéologiques et anthropologiques. Trois installations proposent de participer à une réflexion participative à travers des ateliers réguliers.

– La bibliothèque participative et citoyenne et les anarchives de la révolte. Le visiteur est invité à collaborer, en apportant un ou plusieurs livres qui ont éveillé en lui le désir de révolte et de changement. À son tour, il pourra repartir avec un livre qui a éveillé unE autre personne, annoté, commenté... Un livre unique, objet de transmission.

– Des projections, performances et paroles Galerie 4, Forum 1, Cinéma 1 et 2 et petite salle et grande salle.

– Des ateliers (entrée libre et sur inscription : nouvelle-generation@bpi.fr). Initiation au tag en mousse, ateliers de hacking, de cryptographie ou de jeu vidéo engagé, tables rondes. L'ensemble du programme sur www.centrepompidou.fr
Catherine Segala



Musique

Opération Aphrodite, Gérard Manset

Warner, 2016, 17 euros

Le mage Manset est de retour et frappe très fort. Quarante-six ans après *La Mort d'Orion*, le premier album concept français, Manset ose l'impensable : adapter en musique l'œuvre poétique de Pierre Louys, l'un des pères du symbolisme revendiqué par les surréalistes.

Manset, 70 ans, est sans doute le dernier géant de la chanson française. Nourri d'ésotérisme et de fantasmagorie, il revient avec Louys à la mythologie grecque d'Orion pour une alchimie unique où la déesse Aphrodite convoque Odysseus, Arété, Tryphé, Chrysis, Orphée, Phrasilas et autres membres du panthéon hellénique.

La voix magique de Chloé Stéphani incarne Chrysis et dit les textes de Pierre Louys, tandis que Gérard Manset se réserve les poèmes et les chansons originales (c'est le moins que l'on puisse dire). La guitare, électrique ou pas, est tenue par Manset lui-même, tandis que Vincent Chavagnac et Eric Mula s'occupent des flûtes et cuivres. Le format de l'album n'est certes pas destiné aux radios FM avec des compositions qui s'étirent de 6 à 11 minutes.

Nature et nudité, amours et courtisanes peuplent les chansons. Manset y laisse éclater ses obsessions et ses fantasmes, où des symboles « réactionnaires » peuvent-être convoqués pour être mieux renversés : « Je pleure, sur notre lys, la fleur qui depuis Charlemagne a su fleurir et qui a peur... Frère de Lampedusa, peuple nu de Lampedusa, mon frère, terre éclatée, abandonnée, perdue qui t'a vendu ?... Faites-les taire et renoncer à gouverner la terre... »

Les mélodies de Manset envoûtent et nous plongent dans un âge d'or où la culture classique se fracasse en délires poétiques. Et, pour mieux nous perdre, Manset parsème le très beau livret de cette *Opération Aphrodite* d'illustrations de René Branton, extraites de romans SF des années 1950. Bienvenue dans les dédales de Manset!

Sylvain Chardon

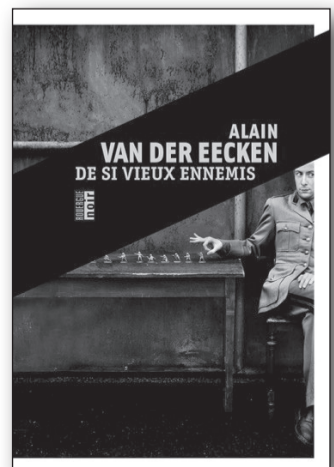


Roman

De si vieux ennemis, Alain Van Der Eecken

Éditions Rouergue noir, 2016, 20 euros

La montée générale de l'extrême droite en Europe doit influencer l'inspiration des auteurs. Au moment où le roman de Gérard Delteil *Les Années rouge et noir* est adapté en BD, Alain Van Der Eecken nous fournit une autre version, sous forme de polar loufoque, de l'impact que peut encore avoir aujourd'hui cette extrême droite des années trente qui s'est épanouie sous Vichy et la collaboration. Il ne s'agit pas là d'un livre au fond historique fouillé comme celui de Delteil, mais d'un roman purement distrayant, à l'écriture sautillante, dans lequel on ne comprend pas vraiment comment et pourquoi le narrateur se laisse embarquer à rechercher une amie d'enfance perdue de vue depuis longtemps, mais qui nous balade ironiquement chez les pourris encore en lutte soixante-dix ans après la guerre. Un pied dans la tombe, tous ces vieux ennemis continuent à régler leurs comptes dans un monde suranné et malsain. Glauque et/mais distrayant.
Catherine Segala



« Les cheminotEs devront prendre en main leur grève »

Entretien. Les cheminotEs se sont massivement mobilisés les 9 et 31 mars. Ils le seront également les 26 et 28 avril. Dans ce secteur, on parle à la fois de loi El Khomri, mais surtout de décret-socle ferroviaire. Pour faire le point, nous avons rencontré **Matthieu Chapuis**, aiguilleur à Paris-Est et militant de SUD-Rail, ainsi qu'au NPA. Dans cet entretien, nous abordons avec lui la question des attaques spécifiques contre les cheminotEs, l'état de la mobilisation actuelle, ainsi que les perspectives...

À la SNCF, on parle de loi travail, de décret-socle ferroviaire, de convention collective nationale ou encore d'accord d'entreprise. Peux-tu nous expliquer tout cela ?

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence et à la suite de la réforme ferroviaire de 2014, l'actuelle réglementation du travail en vigueur à la SNCF – le décret RH077 – est abrogé à compter du 1^{er} juillet 2016. Pour le remplacer, le gouvernement souhaite publier un décret-socle, puis négocier une convention collective de la branche ferroviaire entre patronat et syndicats. Enfin, la direction dit vouloir proposer un accord d'entreprise. À travers cette fusée à trois étages, le gouvernement et le patronat souhaitent dynamiser les conditions de travail des cheminotEs. Les propositions du gouvernement concernant le décret et celle du patronat pour la convention collective en témoignent : moins de repos, de repos double, de week-end non travaillé, plus de flexibilité, etc.

Avec cette réforme, ils veulent aligner les conditions de travail des 160 000 cheminotEs de la SNCF sur celles des 6 000 du privé. Nous revendiquons l'inverse : que ces derniers viennent au minimum sur nos conditions de travail. Nous refusons de travailler un seul jour de plus ni même de perdre un seul euro. L'objectif est de rendre rentable le secteur du chemin de fer en cassant les acquis des travailleurs. Guillaume Pepy, le PDG de la SNCF, l'a d'ailleurs annoncé : avec ces négociations, il veut gagner 30% de productivité sur le dos des cheminotEs.

Pour ce qui est de la loi travail, ça n'aura un impact « que » sur la question de la hiérarchie des normes, ainsi que sur le fait qu'un accord d'entreprise doit être renégocié tous les 5 ans. Cependant, on voit que la logique est la même : que ce soit dans le ferroviaire ou dans le reste du monde du travail, on attaque nos droits et continue dans la logique du « travailler plus pour gagner moins »...

Quelle a été depuis la réaction des collègues ?

Dans la tête de tous les cheminotEs, l'année 2016 était celle d'une attaque d'ampleur contre leurs conditions de travail, date annoncée depuis bien longtemps. Le projet de décret du gouvernement était donc attendu et lorsqu'il a été annoncé, le 12 février dernier, il a fait l'effet d'une bombe. Près de 20 jours de repos en moins selon les régimes de travail par an, des week-ends non travaillés divisés par deux, tout comme les repos double, des amplitudes horaires élargies, une souplesse accrue pour les plannings, la notion de déplacement attaquée. Une véritable saignée contre nos conditions de travail ! La réaction des collègues était donc à la colère et à la volonté de ne pas se laisser faire. Le même jour était également annoncée la loi travail El Khomri. Nombre de cheminotEs ont saisi que c'était une attaque du même type qu'était en train de subir le reste du monde du travail. Pour beaucoup d'entre eux, il devenait évident qu'il fallait



PHOTO THÈQUE ROUGE / MLO

mener de front la bagarre contre le décret-socle ferroviaire et le projet de loi travail. Qu'il y avait là une bonne occasion de faire le tous ensemble.

Il y a déjà eu deux jours de grèves en mars. Comment s'est déroulé ce début de mobilisation ?

Nous avons eu une première journée de grève le 9 mars dernier, où la grève fut majoritaire à l'appel de la CGT, de l'UNSA, de SUD-Rail, de la CFDT et de FO sur un préavis unitaire. De nombreux rassemblements et AG se sont tenus ce jour-là, chose inhabituelle dans l'entreprise pour des journées carrées. L'atmosphère était à la combativité.

Puis il y a eu la journée du 31 mars, où les organisations syndicales ont commencé à tergiverser, avec des appels à la grève distincts de la CGT, de SUD-Rail et de FO. L'UNSA et la CFDT, elles, ne voulaient pas s'associer nationalement à une date contre la loi El Khomri... La CGT voulait parler uniquement de la loi travail, afin que les cheminotEs gardent leur propre calendrier de mobilisations sur le décret-socle. De plus, elle refusait de se retrouver en tête à tête avec SUD-Rail, cela pour garder une place centrale avec l'UNSA et la CFDT. Elle refusait également d'appeler aux AG afin d'éviter que la grève ne puisse être reconduite. SUD-Rail appelait à débattre de la grève reconductible dans les AG, mais toutes les équipes ne l'ont pas porté, et celles qui ont essayé n'ont pas eu de résultats significatifs. Avec une situation si peu lisible, le taux de grévistes s'est quelque peu tassé, passant à un peu plus de 35%. Même si des équipes militantes se sont formées avec les deux premières journées, parfois au travers de comités

de mobilisations, l'ambiance est un petit peu retombée, et certains militants sont démoralisés.

Cette semaine, les cheminotEs sont appelés à faire grève les 26 et 28 avril. Que se passe-t-il ?

Cela renforce un peu plus le climat de confusion. L'appel à deux dates successives en une semaine, mais non reconductibles, ne donne pas le sentiment aux collègues que se soit une stratégie victorieuse. Surtout que la CGT continue de séparer décret-socle (le 26) et loi El Khomri (le 28). Pour autant, les prévisions de circulation pour la journée du 26 montrent que la grève sera encore forte. C'est à l'image de la situation dans laquelle nous sommes. Les cheminotEs veulent l'unité de leurs organisations. Beaucoup d'entre eux se disent prêts à partir en reconductible, car c'est seulement avec un tel rapport de forces que l'on fera reculer patronat et gouvernement. Ils sentent que la CGT est dans l'erreur en ne lançant pas une grève reconductible dès maintenant combinant décret-socle et loi travail... mais ne veulent pas y aller sans elle. Et malgré cela, peu

confiant en leurs propres forces, ils sont encore trop peu nombreux à militer pour la grève, laissant ainsi les clés de la mobilisation dans les mains de la direction de la CGT.

Quelles sont alors les perspectives de la mobilisation ?

Il faut déjà réussir les 26 et 28 avril. Se saisir de ces dates pour organiser des AG, remobiliser et recruter de nouveaux militants de la grève, débattre d'un plan d'actions vers la grève reconductible, aller rediscuter avec tous les collègues, ne pas s'arrêter de convaincre largement autour de nous.

Rien n'est encore joué. SUD-Rail et FO n'ayant pas les forces suffisantes pour appeler à une reconductible digne de ce nom, il paraît aujourd'hui de plus en plus évident que c'est la CGT qui donnera le coup d'envoi. Même si elle souhaiterait la remettre au plus tard possible, sa direction parle en interne de la date du 17 mai, d'autant que ça pousse à la base et que de nombreux syndicats locaux ont des fourmis dans les jambes.

Dès le lancement de la reconductible, les cheminotEs devront prendre en main leur grève : en participant à des AG souveraines et démocratiques, en faisant des actions, en militant quotidiennement dans la grève pendant les piquets de grève et les tournées. La mobilisation contre la loi El Khomri dans le reste du monde du travail ainsi que les Nuits debout sont des éléments qui peuvent permettre de maintenir un climat favorable à la combativité, voire aider à faire converger les luttes. Il nous faudra donc tisser des liens et être un des éléments moteurs du tous ensemble !

Propos recueillis par un correspondant

L'image de la semaine

FRANÇOIS HOLLANDE : "ÇA VA MIEUX..."



Vu ailleurs

le Parisien DRONES DE FLICS...

Il y avait déjà les

1200 caméras du plan de « vidéoprotection » de la capitale. Il faudra bientôt compter avec un autre mode de surveillance... venu d'en haut. La préfecture de police de Paris (PP) vient en effet de lancer un appel d'offres pour l'achat et la maintenance de deux drones professionnels, ainsi que la formation de télépilotes.

« La procédure est en cours », se contente de confirmer l'état-major de la PP, sans commentaire sur le rôle de ses futurs engins volants. Le cahier des charges de l'appel d'offres est plus précis. Il indique que les drones, équipés d'une caméra embarquée, seront utilisés pour des « missions de surveillance aérienne à basse altitude ». [...]

Les futurs drones policiers, manœuvrables par un seul opérateur, devront être équipés d'un système de pilotage automatique permettant des vols sur un parcours préenregistré. Ils pourront voler jusqu'à 1 km de leur point de décollage et disposeront d'une autonomie en l'air d'au moins 30 minutes. Les données numériques collectées (notamment les images des caméras d'une définition suffisante pour lire des plaques d'immatriculation à 50 m de distance) devront pouvoir être enregistrées, stockées ou transmises en direct à l'opérateur au sol.

La préfecture de police souhaite acquérir des modèles rapides à mettre en œuvre et facilement transportables. Le cahier des charges transmis aux constructeurs intègre la commande « de moyens de stockage et de transport robustes de couleur noire » pour les futurs engins.

Dernière exigence et non des moindres : la police souhaite que ses drones soient discrets... voire furtifs. Ils devront être conçus pour être « difficilement détectables de façon auditive, ainsi que par les moyens de détections thermique et électromagnétique lorsqu'ils évoluent à plus de 100 m du sol ».

Le contrat pour l'achat de deux petits bijoux répondant à toutes ces exigences et leur maintenance pourrait avoisiner les 350 000 euros.

« Paris : la préfecture de police va vous observer grâce à des drones », Benoît Hasse, le Parisien, 25 avril 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org